

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES
SUR L'ENVIRONNEMENT**

401

Projet d'implantation d'une ferme aquacole
terrestre en recirculation intensive dans la MRC de
Pontiac par Samonix

DT2

6211-12-020

ÉTAIENT PRÉSENTS : **M. JACQUES BÉNARD, président**
 M. MARTIN LESSARD, commissaire

**CONSULTATION PUBLIQUE
PROJET D'IMPLANTATION D'UNE FERME AQUACOLE TERRESTRE
EN RECIRCULATION INTENSIVE DANS LA MRC DE PONTIAC PAR SAMONIX**

PREMIÈRE PARTIE

VOLUME 2

Séance tenue le 26 août à 13 h 30
Centre récréatif de Campbell's Bay
2, rue Second, Campbell's Bay

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DE SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI DU 26 AOÛT 2026

MOT DU PRÉSIDENT 1

PÉRIODE DE QUESTIONS

QUESTIONS DE LA COMMISSION 6

ARIANN BOUCHARD 18

KATHARINE FLETCHER..... 26

LINDA DAVIS 39

DON ARMITAGE 45

SYLVIA POETSCHKE..... 51

JORDAN EVANS 62

MUNICIPALITÉ DE PORTAGE-DU-FORT,

Nicole Thompson 66

LINDA DAVIS 76

CATHY FOX 82

LAND, WATER AND ANIMALS ADVISORY COMMITTEE,

Mariette Buckshot..... 87

QUESTIONS DE LA COMMISSION 90

MOT DE LA FIN118

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE

SÉANCE DU 26 AOÛT 2026
SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI
MOT DU PRÉSIDENT

LE PRÉSIDENT :

Alors, bonjour et bienvenue à cette deuxième séance de l'audience publique sur le Projet d'implantation d'une ferme aquacole terrestre en recirculation intensive dans la MRC de Pontiac par Samonix.

Welcome to this second session of the public hearing.

Je salue également les personnes qui nous suivent à distance. Je vous invite à ouvrir la section « Q & R » de la webdiffusion, c'est là que nous vous partagerons les informations pour la participation en ligne.

Welcome to those joining us online. Please open the "Q & A" section of the webcast, this is where you'll find information on how to participate online.

For those who were not there yesterday, I will repeat some of the remarks that I had at the beginning of the meeting yesterday. So, for those who were there, you know all of that, but it's going to be a reminder.

Alors, d'abord, considérant la nature et la localisation du projet, un service de traduction simultanée en français et en anglais sera disponible en salle et à distance pour les deux parties de l'audience.

Given the nature of the project and its location, simultaneous interpretation will be available in French and in English. This will ensure that everyone in the Pontiac MRC and across Québec can participate fully in the public hearing while meeting our obligations as a Québec Government body.

For this reason, I will alternate between French and English in my remarks, and all participants may speak in the language of their choice.

35 *For those joining us remotely, I will explain how to select the language in which you would like to follow the hearing. So, at the top of the Teams' window, select "More" then "Language and Speech"; next, select "Language Interpretation" and chose the language you prefer.*

40 *You may also follow the hearing without interpretation. If you need help, go to the "Q & A" section in Teams, you will find the information you need.*

Finalement, je demande à tous de faire un effort pour ne pas parler trop vite et également de bien prononcer pour simplifier la vie des interprètes.

45 *So, make sure that you speak a little bit slower than usual and articulate clearly so to help our interpreters.*

Avant de poursuivre avec les questions du public et avant d'ouvrir donc le registre, je vais demander au représentant de l'initiateur du projet, monsieur Farley, s'il a déposé de nouveaux documents depuis la dernière séance.

Monsieur Farley? Ou si vous avez des réponses à des questions?

MATHIEU FARLEY:

55 Non, on n'a pas déposé de nouveaux documents ou fourni de... je ne crois pas qu'il y avait des questions en suspens de notre côté.

LE PRÉSIDENT :

60 Je ne pense pas non plus. Très bien, merci. Mais je me dois de poser la question quand même.

65 Du côté des personnes-ressources, avez-vous des documents qui ont été déposés ou que vous souhaitez déposer ou encore des questions qui étaient en différé? Madame Mélina Langevin?

MÉLINA LANGEVIN:

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement, de la Lutte aux Changements climatiques, de la Faune et des Parcs – je raccourcis à ministère de l'Environnement – nous avons déposé les documents concernant les calculs et interprétations des OER, les cartes présentées hier lors de la présentation de monsieur Soumis-Dugas auprès de la commission.

Il y avait une question laissée en suspens, notamment celle sur les montants qu'on demande dans nos amendes et nos sanctions administratives pécuniaires. Elles ont été mises à jour très récemment avec la loi modifiant la *Loi sur la qualité de l'environnement* afin d'en renforcer le respect. Elles ont donc augmenté, voici les nouveaux montants pour répondre à la question :

- Un manquement pour l'émission d'un contaminant et la protection des eaux destinées à la consommation humaine, ça peut aller jusqu'à 6 M\$.
- Un manquement pour défaut d'obtenir une autorisation, un permis, un certificat lorsque requis par la loi peut aller jusqu'à 3 M\$.
- Le défaut de respecter toute condition liée à une autorisation accordée en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* peut aller jusqu'à 1,5 M\$.
- Et le défaut de fournir des avis, renseignements, rapports, études, lorsque requis par la loi, peut aller jusqu'à 600 000 \$.

Donc, voilà les nouveaux montants des sanctions administratives pécuniaires.

Je voulais ajouter, peut-être aussi dans ce sens-là, qu'il y a des avis de non-conformité qui sont donnés, pas juste quand il y a des urgences – des fois, justement, il manque un rapport, quelque chose – et on évalue s'il y a besoin d'une sanction administrative pécuniaire après, et on évalue aussi s'il y a besoin d'une enquête pénale et des (inaudible). Tout ça peut se faire en même temps. Voilà.

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup, je vais aller maintenant du côté du MAPAQ avec monsieur Sall. Avez-vous donc des documents à déposer ou des questions ou des ajouts d'information par rapport à la session d'hier?

DJIBY B. SALL :

Bonjour, Monsieur le Président, bonjour, Monsieur le Commissaire. Non, malheureusement, nous n'avons pas de document à rajouter ni d'information supplémentaire.

105

LE PRÉSIDENT :

Malheureusement, ça va, mais vous n'étiez pas obligés.

110

Alors, je vais y aller du côté du ministère de la Santé et des Services sociaux, monsieur Campagné.

GUILLAUME CAMPAGNÉ :

115

Non, pas de nouveaux documents ni de précision.

LE PRÉSIDENT :

120

Très bien. Monsieur Guitard, de la municipalité de Litchfield?

MIKE GUITARD :

Non, pas de document à déposer.

125

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Et monsieur Lafleur donc de la MRC de Pontiac?

TERRY LAFLEUR :

130

Non, rien à déposer.

LE PRÉSIDENT :

135 Très bien, merci.

LE PRÉSIDENT :

140 *So, the question register is now open for both in person and remote participants. You may, you can sign up now to ask your questions. You can sign up at the welcome desk obviously for those who are in person here.*

145 *If you are participating remotely, you can do so by completing the form in the "Q & A" section of the webcast or by calling 1-800-463-4732, extension 6.*

150 *As at the last session, you may ask the question in the language of your choice. If you intend, and this is an important part, if you intend to present a brief during the second part of the public hearing or submit a comment, please let Kim Maloney, Commission Secretariat Coordinator, know it as soon as possible.*

155 Donc, si vous avez de l'information à présenter ou un mémoire, si vous souhaitez présenter un mémoire dans le cadre de la deuxième partie de l'audience publique, ou encore transmettre un commentaire, veuillez, s'il vous plaît, dès que possible, informer Kim Maloney, coordonnatrice du secrétariat, à la table qui est située à l'arrière.

160 *I'd like to remind you of some of the ground rules for the public hearings in general. Please avoid lengthy introductions to your question. Questions are allowed – two questions are allowed each time you are called on, and you may also sign up again to ask additional questions later in the session if time permits.*

165 *All the questions and answers must be addressed to me. Lastly, please remember that no demonstration, defamatory statements or other types of behaviour will be tolerated.*

165 Donc, je vous remercie aussi à l'avance de prendre quelques minutes pour répondre à un questionnaire. Donc, c'est un questionnaire qui – j'ai passé un petit paragraphe, je m'excuse.

Avant d'appeler la première personne, je souligne que le BAPE tient à respecter les engagements de sa Déclaration de service au citoyen et met à votre disposition un court questionnaire afin d'évaluer la qualité de ses services.

So, there is a survey that is available at the table, so you can assess the quality of the services offered by the BAPE in the context of this session.

Donc, je vous remercie à l'avance de prendre quelques minutes pour répondre à ce questionnaire. Pour les personnes présentes en salle, vous avez déjà en main ce questionnaire. Je vous invite à le demander si vous ne l'avez pas, à l'accueil.

Pour les personnes qui participent à distance, le document sera disponible en français seulement sur la page Web du BAPE consacrée à ce dossier. À noter que ce sondage préservera votre anonymat.

Please note that the survey is anonymous.

PÉRIODE DE QUESTIONS QUESTIONS DE LA COMMISSION

LE PRÉSIDENT :

Before we call in the first person who signed up to the register, we have guests from overseas, the partners of Samonix who are from Europe. We have a few questions. We asked if it was possible and they nicely accepted. So, we will be asking a few questions to them and then we'll go on with the participants.

I understand that they are here with us for a limited amount of time, so we'll try to benefit as much as possible from their presence.

So, before you introduce them, I would like to know who those partners are, and what's the nature of the partnership Samonix has with those two companies. Mr. Farley?

MATHIEU FARLEY:

Merci, Monsieur le Président et Commissaire.

205 So, in 2023, when I was with the team looking at implementing such salmon facility here in Québec, I realized very early on that we would need to have salmon expertise on board and people that had experience with the salmon industry.

210 As you may know, there's very little – well, there's no expertise in Québec regarding salmon farming in aquaculture for salmon, so I attended many conferences in the world and I met Smart Salmon and Smogenlax, who had similar vision than us using RAS system.

215 And Smart Salmon are locating in Norway and have a long experience of farming salmon in the sea and have done some RAS, have operated, own and operated some RAS facility as well, and so Ole here is one of the founding brothers of Smart Salmon.

220 And Joel, who is the president of Smogenlax, they are located in Sweden and they have been – they have water treatment expertise, but they've also been quite instrumental in helping the fish processing industry at managing its biowaste, and valuing, you know, some of the sludge and processed water. And they have also R&D facility where they have been farming salmon in RAS for the last ten years.

225 So, both of them have really interesting expertise and we're already working together, and we have a similar vision in terms of improving recirculation, and we were able to make an arrangement where they would contribute time and effort to our project, provide studies on their end, and we would give them the opportunity to participate in the company.

230 So, they have options to actually take some participation in Samonix in a year or so from now, and we've been working together now for two years, and it's a very strong relationship. I was actually in Norway and in Sweden two weeks ago, we meet regularly and we actually travel the world together to visit facilities, often.

So, they are very important to our project because they bring the expertise that we lack in that regard. So, that's the context of our relationship.

235 **LE PRÉSIDENT :**

Thank you very much. So, I understand that the partnership is really about providing expertise to – I'm sorry, there is a bit of noise in the back and it's a bit hard to hear you from here, so please lower your voice a little bit.

240

So, the partnership really is about a transfer of expertise. What is their role at different stages of the project, meaning the conception, the exploitation and other situations?

MATHIEU FARLEY:

245

Yes. So, Smart Salmon and Smogenlax had been working together on a facility in Europe and had designed some plans, look at technology, so we benefited from some of the work that they had already done.

250

The facility, the design of the facility that we see in the pictures is actually the one that they had initially designed. So, they've been working before our arrangement on a number of different areas. So, they bring knowledge, expertise, you know, how to address biosecurity, the production cycle and like, Smart Salmon has a lot of experience in raising salmons, so understanding how many weeks every fish will stay in each stage.

255

So, they bring the production expertise and the way that, like, our mass balance is built on the production approach, that was developed with these partners, and so they've been quite involved with us in the last two and a half years.

260

We meet on almost a biweekly basis on Teams, and we meet more often when we visit trips or participate in different conferences. And so, we go, we speak with technology providers, we look at the best approach for, like, tank systems, ozone systems, you know water treatment systems and ideally, the research that we do together can benefit all of our project because Smart Salmon has a project plan in Norway and Smogenlax has a project plan in Sweden.

265

So, we are all in different stages of planning, but we are all kind of looking at a very similar approach in the facility design.

LE PRÉSIDENT :

Thank you. I think that if we can actually talk to them, that would be great. So, I think we have Ole Bakke, right, from Smart Salmon and Joel Oreston from Smogenlax. So, maybe I will start with Mr. Oreston. Is he online?

JOEL ORESTON:

I am.

LE PRÉSIDENT :

Yes, hello.

JOEL ORESTON:

Hello.

LE PRÉSIDENT :

Well, first, thank you very much for participating in this public hearing, we greatly appreciate you take this time.

So, in terms of, as you may know, and this is going to be an introduction also for Mr. Bakke, and as was mentioned yesterday, we have little expertise or experience, I must say, in Québec, in these types of salmon production. So, we would like to know, the commission would like to know what type of experience you have in similar types of projects, especially the same sort of overall size of project because this project is much larger, from our understanding, from other projects we have in Québec of fish farming.

So, based on your experience, we would like to know a little bit more about your experience in that field and the type of project that, you know, your firm was involved in.

JOEL ORESTON:

305 Yes. So, I'm Joel, CEO of Smogenlax, and what we have done in Kungshamn, Sweden, here, is to build a circular economic park, and it's been operating out for six years.

We're connecting all the seafood industries in the area, and this is the central seafood hub of Sweden, you could say, and we have created a system where we have eliminated all waste.

310 So, that was the step one. Now, that serves as a hub also for the large-scale salmon farm that we are about to build. So, we have gathered experience in wastewater treatment, we have had that for many years. I've worked my whole life in the food production and water treatment, but for the last few years, we have applied all that knowledge into salmon RAS farming as well.

315 So, and I'm sure you're aware, but for the last ten years or so, there's been a huge development and there is need for even more development when it comes to RAS, RAS farming. It's still a young, but a very promising area.

320 For the last ten years, we have developed technology, tested, tried RAS farming and we now have a very good recipe, and we know what to do. It's well tested, and we are building a large-scale farm, and we are happy to be a part of the Samonix system, and work together to apply this in more – more areas and sharing good technology between us.

LE PRÉSIDENT :

325 Thank you. Can I ask the same question to Mr. Bakke, yes? So, Mr. Bakke?

OLE BAKKE:

330 Yes. Do you see me? You hear me?

LE PRÉSIDENT :

335 Yes, we do.

OLE BAKKE:

340 So, my name is Ole Bakke, and one of three brothers started this small family company, and we have all experience from salmon farming. In total, I guess, we have 60 years of salmon farming, both sea-based and also land-based, but not for RAS technology. It is float technology we have the experience of farming.

345 And then we thought, some years ago, that we wanted to go into land-based farming. So, we have together with Samonix and Smogenlax, we see a lot of farms for RAS technology, and we are also working on a project in Norway. So, our plan is to start building next year for a land-based farm, similar to what Mathieu and Joel are going to build.

350 But as Mathieu said, our main experience, and I think what we bring to the table here is a long experience in farming, both in sea and land-based production. So, that is our experience and now, we have also, we got more people into the same company, so we have even more experience. Several people get experience from farming of salmon.

LE PRÉSIDENT :

355 Thank you. Follow-up question, again as I mentioned, this type of project is relatively new in Québec and we would like to know, we are looking for – and lots of comments that we had from residents and the request for a public hearing was regarding comparable projects around the world, just to have, you know, a better understanding of how these systems perform.

360 Do you have any knowledge of other projects that are comparable to the Samonix project in Europe or around the world that would be – and that question is also, I will ask Mr. Oreston later that same question.

365 So, what are – do “comparables” exist, the same type of project, same type of production, you know, freshwater intake and salt water being rejected in a salt water river – freshwater river, sorry. So, do you have any examples you could provide that we could take a look at?

OLE BAKKE:

370 As Mathieu said, we have been visiting a lot of different land-based farms. So, if I can – they
are not exactly the same as Samonix project, but there are different projects that are using – for
example, in Japan – using freshwater and salting it and releasing water. So, and there is also one
in China, I think Joel can – and I haven't visited that one, so I think Joel can answer if that is salt
water or freshwater.

375 And you have, in Norway, also a land-based farm that is using salt water. So, there are several
farms around the world. So, maybe we can make a list for you of the different farms around the
world if you haven't got it.

380 **LE PRÉSIDENT :**

If it's possible, we would appreciate getting such a list and I will ask Mr. Farley to provide it to
us later.

385 Maybe the same question to Mr. Oreston, examples that you know of around the world that
we could look at as – or comparable mostly, comparable projects to the Samonix project.

JOEL ORESTON:

390 Yes, I can. I should have mentioned earlier, I am involved in another farm in Denmark, I spent
the whole last week actually there. Our investors into our company are also investing to a RAS farm
in Denmark, and I visited many different RAS farms around the world, just like Mathieu Farley said,
and in my opinion, the Danish farm is the best out there actually. It's a good example of what you
can do.

395 They are now producing and selling a very good salmon, good taste, healthy and the
emissions are according to all laws and requirements by government. So, they're doing good. That
would be a good place to visit I could say.

400 Apart from that, there are many, many examples, and I can contribute to the list there, and
we must also remember that freshwater, there are actually more freshwater plants if we count in all

the small facilities, there are many, many of those. They use only freshwater and release only freshwater. So, there are more examples of freshwater facilities than salt water, actually.

405 **LE PRÉSIDENT :**

Thank you. A few of the questions that were asked were regarding potential accidents in those types of facilities, and especially the release of a significant amount of water or contaminants in the freshwater. To your knowledge, has there been in the past some of these incidents? What were their
410 causes and how did the technology evolve to prevent those? So, it's a three-part question.

JOEL ORESTON:

Yes. I will try to get all three parts in there. There have been many mistakes made. We must
415 remember it's a young, still a young business, a young way to produce fully grown salmon, so there have been some mistakes.

I believe we have analyzed all of them, and talked to the people responsible, and so, the analysis is clear. Most of those, or all of those mistakes could have been avoided, of course, and
420 the important thing, I think, is to learn from those mistakes, and not do them again.

So, and it's not very complicated, actually. It's about having systems in place that do not automatically release water or automatically make mistakes, don't let the machines do all these mistakes, and we have to have systems in place to prevent them.
425

And those are not complicated to do. So, I believe it's – we have the technology to do it. It's not very complicated, it just needs to be handled correctly, yes.

430 **LE PRÉSIDENT :**

You've mentioned that you studied some of these examples and some of these cases, are these documented? Is it something that, or is it any studies you can point us that would give us an idea of, you know, the evolution of the system based on the learning from incidents, is this something that does exist?
435

JOEL ORESTON:

I don't think there is a catalogue or a report put together on it. Most of the time, they don't want to talk too much about it, I guess. They learn but it's not something that they write about, so but in the business, we, I mean we talk to each other.

LE PRÉSIDENT :

Okay.

JOEL ORESTON:

So, it's hard – it's hard to hide, so we will figure out where we can learn and...

LE PRÉSIDENT :

Okay. And you were talking about some of these mistakes, what were the consequences on the environment or what's, you know, what type of consequences these accidents had in the past?

JOEL ORESTON:

As far as I know, there are no major disasters in that context, not too much water has been let out for a period of time, shorter or longer, but not very long and not that I know of, any consequences that are serious like that. It's just that regulations need to be upheld, of course. So, if you don't uphold them, then it's – it's an incident, isn't it?

LE PRÉSIDENT :

Thank you. Monsieur Farley, oui?

MATHIEU FARLEY:

If possible, Mr. President, I wanted to intervene a little bit and provide – so, there are a few public companies in the world, and all incidents or situations are actually made public because they

470 have to. So, there is Proximar in Japan, there's Nordic Aqua Partner in China, and there's Atlantic Sapphire.

And I wanted to say that more than like 55% of the Atlantic salmon production is based in Norway, and roughly 25% is in Chili, and then there's pockets of productions in Iceland, UK, Faroe
475 Island and in Canada, as I said yesterday.

The reality is that the people behind these projects in the world are almost all Norwegians. So, the Proximar Project in Japan is led by Norwegians. The COO there is a guy who worked for Ole in the past, so we kind of knew what was happening there kind of before it hit the news, just
480 because it's a small group of people that are actually involved in most of the Atlantic salmon farms in the world and most of them are Norwegians.

And then, so there is a tight net of people involved and that's why we actually made those arrangements and partnerships because we needed to be involved with these individuals and then,
485 the public companies, as I said, they do make all these things public.

I think the biggest disaster that has resulted from failures in RAS systems in the world has been the biomass itself. So, the fish had died, and that's been – or you cannot feed the fish as much as you would like to because the systems cannot treat the water, so you have to delay your
490 production.

So, the problems have been mostly economics and, you know, ultimately fish, fish held, but I just wanted to... and maybe Ole and Joel want to provide additional comments, but I thought it made sense to provide those.
495

LE PRÉSIDENT :

Thank you very much. The example of Japan, if you can point us to a source of information that we could look at, just to learn more about these systems, that would be greatly appreciated.
500

MATHIEU FARLEY:

505 The project in the world right now that has the most success is Nordic Aqua Partner and they just announced – it's a public company, they are all based in Oslo, Oslo market, so I mean it's just to tell you how much Norway is behind everything, so the Japanese and the Chinese and the American companies, they are all on Oslo stock exchange. And they just announced this week that they were at full production. So, 8,000 tons.

510 We visited that facility back in November, Joel and I and Fred, and, you know, it's probably the example that the industry looks at as the bigger success at the moment, but we will provide all the companies to you.

LE PRÉSIDENT :

515 Okay, maybe a question for Mr. Bakke if Mr. Bakke is here.

Mr. Bakke, understanding that you have been in this industry for quite long, what would be the difference in having, like a smaller production and a bigger production in terms of potential risks? Here, we are talking about the production of 12,000 tons, metric tons per year, how does that differ from, let's say, producing 1/10 of that amount in terms of potential risks or in terms of systems? From your experience, what's the big difference?

520

Because we heard yesterday that basically, you know, it's just more of the same. Is there any major difference in having a smaller or a larger production?

525

OLE BAKKE:

I would say, there is, of course, more risks if you have more fish. But first, I want to add the same as Mathieu said. The biggest incidents and the biggest things that have happened that people have lost fish, fish have died, and that is the biggest, I think, failure, and not – not outlets or water.

530

But regarding risks, it is a bit more risky if you have more fish, but on the other hand, the facility of Samonix, and almost all park facilities have modules. It is built in modules with treatment

535 of water for different modules. So, if you have problems in one module, you don't have it in the other modules, so that take down the risk very much.

540 So, I will say that the risk is bigger because if you have six modules instead of one module, you have a risk in all modules, but in total, you don't risk all modules at the same time. So, I will say that we have done a lot of risk calculations, and so analysis, both for us and for the other facilities.

LE PRÉSIDENT :

Thank you. Monsieur Farley, in addition to that?

545 **MATHIEU FARLEY:**

550 Thank you. I think, so when we first looked at this project and we were talking to the people that design these facilities four or five years ago, you know, the bigger – there is a certain economics in terms of size and sharing. Like, if you have skilled employees over 1,000 tons, you cannot distribute their cost, while if you have a skilled employee over 5,000, then it's more manageable, the economics are better.

555 However, at the time, you had one facility of 5,000 or 10,000 production, and then if you have a problem, then you have a problem in the whole facility. One of the elements that was brought by Ole, in particular, and Joel, when we were talking about facility design back two years ago, two and a half years ago, was to have separate zones to protect biosecurity and manage water.

560 So, today, our facility would have different modules, probably around 2,000 tons maximum, and this would be – this is about controlling risks for everything around the facility, and it enables us to actually be, you know, have redundancies. And so, this is part of the evolution of the thinking around these facilities in the world and, you know, we obviously did the same type of thinking because we're looking for the best system.

FRED BRISCO :

565 I'd also add, you know, obviously the benefits of economy of scale is that it allows you some luxuries, such as if you were to talk to MAPAQ about existing small aquaculture facilities, they might

not have generator backups. They might not have liquid oxygen on site. They certainly don't have 24-hour presence, they don't have full-time veterinary and staff, and once you've reached that economy of scale, you can have all those redundancies, we can afford to have N+1 on all important equipment. If you need three, well we got four. We have a full-time tech that's there every single day. So, actually the risk can be mitigated in a much stronger, deeper way due to the economy of scale.

LE PRÉSIDENT :

Thank you. Thank you very much. We will now have the first person from the public who has questions and I understand that there is a time limit to our guests from Europe, so I will encourage you, if you have any questions specific to them or that you might be interested in asking to them, to do so.

I will start with Ariann Bouchard, and I understand there is one question in the public for your partners, so we'll make sure that before they leave this question can be asked.

ARIANN BOUCHARD

LE PRÉSIDENT :

Oui, bonjour, Madame Bouchard.

ARIANN BOUCHARD :

Bonjour. J'aimerais, Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire, j'aimerais commencer par remercier le BAPE d'être présent ici aujourd'hui et hier et peut-être d'autres représentations. J'ai deux questions – malheureusement seulement deux.

Ma première question a trait au volet sécurité en approvisionnement de l'eau. Vous savez qu'à environ 85 km d'ici, à vol. d'oiseau, il existe une installation de gestion des déchets près de

surface pour les déchets radioactifs située à Deep River, et il arrive occasionnellement, pour ne pas dire assez souvent, qu'il y ait des déchets radioactifs qui sont rejetés dans la rivière des Outaouais.

Alors, ma question s'adresse à l'entreprise. Est-ce qu'à la prise d'eau, à quelle fréquence il y a une analyse de l'eau et est-ce que cette analyse-là permet de vérifier les niveaux de tritium, d'uranium et de cobalt 60?

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Monsieur Farley, donc à quelle fréquence vous testez l'eau, et est-ce que ces éléments-là sont testés dans vos analyses?

MATHIEU FARLEY:

Je vais laisser Frédéric répondre à la question.

FRED BRISCO :

Merci pour la question. Dans nos analyses du risque, il n'a pas été déterminé nécessaire d'avoir une prise de ces éléments-là spécifiquement à la prise d'eau, mais certainement, dans notre plan de mesures d'urgence, on a certainement des protocoles pour que si jamais il y avait une diffusion d'informations qui menaient au fait qu'il y avait un échappement ou quelque chose, nous, on peut évidemment réduire de nourrir, réduire, on peut arrêter complètement de prendre la nouvelle eau, mais on s'entend qu'on est dans le même système que la ville d'Ottawa, Gatineau, Portage-du-Fort, Montréal, éventuellement.

Le risque de cet élément-là est un plus gros risque régional, et dans notre évaluation du risque, il n'est pas nécessaire d'avoir des détecteurs spécifiquement à la prise d'eau. Juste, spécialement avec les études qu'on a faites nous-mêmes de dilution à l'intérieur de 90 mètres, quand on parle de centaines de kilomètres et les volumes d'eau de la rivière des Outaouais, ça ne semble pas nécessaire, mais évidemment, on est ouvert aux recommandations du ministère de l'Environnement, Santé publique.

C'est le genre de chose qui serait déterminée lors de la prochaine étape, le certificat d'autorisation ou l'autorisation ministérielle.

635 **LE COMMISSAIRE :**

J'irais juste du côté du ministère de l'Environnement. Vous, de votre côté, j'ai compris que vous aviez des stations de suivi de la qualité de l'eau dans le secteur? Avez-vous une quelconque indication d'une problématique en termes de rejets par rapport à la problématique que madame nous soulève?

640 **MÉLINA LANGEVIN:**

Il va falloir que je m'informe là-dessus parce que de ce que je comprends aussi, c'est quand même des rejets qui sont ponctuels. Nous, nos stations sont en mesures continues, évidemment, donc elles font aussi des moyennes. Il va falloir que je m'informe par contre sur à quel point on détecte bien ce paramètre-là, si on le considère. Donc, je vais vous revenir avec cette information-là.

650 Excusez-moi, finalement mon collègue Victor Duchesne peut prendre la question aussi, donc j'ai déjà une réponse, ça a de l'air. Merci.

LE PRÉSIDENT :

655 On me rappelle aussi qu'on doit se nommer lorsqu'on prend la parole. Donc, assurez-vous de le faire, comme ça nos sténographes savent qui parle. Sinon, ça va être plus difficile pour eux de mettre un nom à côté de vos paroles.

Oui, donc votre collègue?

660 **VICTOR DUCHESNE :**

Bonjour, Victor Duchesne, ministère de l'Environnement.

665 **LE COMMISSAIRE :**

Bonjour.

VICTOR DUCHESNE :

C'est juste une petite précision – désolé, Mélina, on regardait l'information en direct, là. Donc, les stations de mesure de qualité de l'eau du ministère de l'Environnement ne sont pas en continu, c'est des échantillons qui sont pris mensuellement, habituellement. Et, à ma connaissance, on va vérifier puis on va vous revenir, mais à ma connaissance, tout ce qui est strontium ou radionucléide, ce n'est pas suivi par le ministère de l'Environnement dans la rivière des Outaouais.

LE COMMISSAIRE :

Merci.

LE PRÉSIDENT :

Vous avez une deuxième question?

ARIANN BOUCHARD :

Ma deuxième question est par rapport à – je ne sais pas si j'ai le droit à une sous-question dans ma question?

LE PRÉSIDENT :

Essayez.

ARIANN BOUCHARD :

O.K., merci. Évidemment, nous sommes en période de changements climatiques et de phénomènes météo extrêmes, ma première question est concernant les systèmes de refroidissement en été et de chaleur en hiver, quand il y a des variations rapides de température, ça peut évidemment influencer la santé des poissons, alors est-ce que les systèmes sont prévus?

Et, dans le même ordre d'idée, pour la sécurité alimentaire, dans le système qui nous a été présenté, je n'ai pas vu le volet abattoir avec le respect de la transformation sur le site pour tout ce

705 qui est saigné, refroidissement, éviscération, lavage, nettoyage, découpage, contrôle de la qualité, entreposage en transport. Donc, les systèmes de refroidissement, évidemment, pour la sécurité alimentaire, c'est peut-être plus un volet pour le MAPAQ et l'autre, le système de sécurité pour la santé des poissons.

LE PRÉSIDENT :

710 Très bien. Ça fait quatre questions, on va essayer de considérer que c'est une. Donc, la première concerne justement les variations de température dans un contexte de changements climatiques. Je comprends que vous vous préoccupez de la santé des poissons, le bien-être des poissons dans cette situation-là, puis aussi peut-être aller directement sur la question également des refroidissements, dans les systèmes de refroidissement en général dans l'installation.

715 **FRED BRISCO :**

720 Fred Brisco, Samonix. Merci pour la question. Alors, oui, évidemment la santé du poisson est très importante pour nous et puis, oui, ils sont sensibles à des variations extrêmes de température. Nous, on a, on bénéficie d'un très grand volume d'eau dans notre usine. Comme j'ai dit hier, on a environ 150 000 mètres cubiques d'eau.

725 Ceux qui ont déjà bouilli de l'eau, ça prend un montant incroyable d'énergie pour changer la température. Alors, pour nous, c'est une immense batterie, un immense tampon et donc, oui, évidemment, s'il y a des réchauffements très prolongés, on doit faire travailler très fort notre système de refroidissement, mais dans ces cas-là, un des plus gros éléments qui génèrent de la chaleur, c'est la digestion du poisson comme telle.

730 Alors, le refroidissement est aussi directement relié à la nourriture et à la moulée. Et donc, évidemment, on veut nourrir autant que possible pour garder dans notre plan de production, mais dans les cas d'extrêmes, si nos systèmes de refroidissement ne comblent pas le besoin, on peut réduire de 30 %, réduire de 50 % ou réduire à zéro la moulée, puis ça vient enlever une immense charge sur le système de refroidissement.

735 Évidemment, l'édifice est bien isolé, on essaie de... puis même chose, le système de traitement d'eau aussi génère de l'eau – pardon, génère de la chaleur pendant qu'il nettoie l'eau, parce que c'est de la digestion bactérienne qui va venir nettoyer l'eau.

740 Alors, ces deux processus-là qui génèrent de la chaleur sont directement reliés à la quantité de moulée et donc, c'est un peu le backup plan, quand il y a de gros réchauffements. Mais, évidemment, le réchauffement planétaire est tout pris en considération dans nos calculs de tonnage de refroidissement nécessaire pour nos systèmes de refroidissement, et le même genre de chose s'applique dans nos systèmes pour chauffer. Mais dû au fait que ces deux processus que j'ai décrits créent de la chaleur, notre besoin de réchauffement en hiver est très peu, là. Ça chauffe la patente.

745 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien, merci. Ça répond à vos questions?

750 **ARIANN BOUCHARD :**

Oui, mais il y avait le volet sécurité alimentaire pour le refroidissement du poisson une fois qu'il est abattu.

755 **FRED BRISCO :**

Oui, évidemment. Nous, puisqu'on a une usine de transformation sur le site, nos... même, on a une firme Cimco, qui est une compagnie avec des bureaux au Québec, ils ont tout fait l'analyse nécessaire.

760 On a deux volets de production de saumon frais qui est mis sur glace, alors on a de la production pour faire de la glace sur le site et puis on a des, ce qu'on appelle des blast freezer, là, c'est pour réfrigérer très rapidement sur site, ainsi que deux espaces réfrigérés et congelés pour pouvoir prendre la demande.

765 Mais tout ça est calculé selon les normes de l'industrie de production animale au Québec, là. Ça ne diffère pas de la production porcine ou de vache ou de poulet. C'est des normes établies de,

tu sais, comment rapidement, si ça a besoin d'être sur la glace, et quelle température. Alors, tout ça est normé et planifié dans nos installations, évidemment.

770

LE PRÉSIDENT :

Peut-être qu'on peut passer la parole – merci, Monsieur Brisco – on veut passer la parole à monsieur Sall sur ce point-là, sur les questions des normes de refroidissement ou les températures de maintien des poissons une fois qu'ils ont été... une fois que le processus a été mis en place et que ces poissons-là sont, dans le fond, entreposés pour une certaine période de temps, j'imagine.

775

DJIBY B. SALL :

Oui, je vais passer la parole à monsieur Dominic Marcotte pour qu'il réponde.

780

DOMINIC MARCOTTE :

Dominic Marcotte du MAPAQ. Bien, c'est qu'en tant que tel, le promoteur devra obtenir un permis du MAPAQ sur la salubrité des aliments. C'est comme, comme l'entreprise le dit, c'est comme toute autre production animale. Il y aura une chaîne de froid à respecter, mais pour l'instant, la chaîne de froid, c'est soit en dessous de 4 degrés ou la congélation, mais le projet n'étant pas encore défini, donc ils ne sont pas encore rendus à la démarche du permis, mais il faut s'assurer que comme toute autre production, comme tout autre transformateur, oui, il va y avoir de l'inspection, puis il va y avoir un suivi du MAPAQ, et s'il y a de l'exportation, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments.

785

790

Donc, rendu là, je dirais qu'on n'est plus dans une production piscicole, on est rendu dans une usine de transformation, comme on a – je ne veux pas dire à profusion, là, mais on a énormément d'entreprises de transformation en Gaspésie, par exemple, qui suivent des normes rigoureuses puis qui sont inspectées régulièrement, là.

795

Donc, non, il n'y a pas à s'inquiéter sur la salubrité du produit final.

800 **LE PRÉSIDENT :**

Merci, Madame Bouchard.

805 **LE PRÉSIDENT :**

Monsieur Farley, est-ce que nous avons encore vos partenaires pour quelque moment? Parce que je sais que dans la salle, il y a des personnes qui effectivement avaient des questions spécifiques à leur adresser.

810 **MATHIEU FARLEY:**

Bien, ils semblent être là, là. Ils sont en vacances, donc je ne sais pas si c'est l'heure du souper avec leur famille, donc il ne faudrait pas abuser, peut-être, mais tant qu'ils sont là.

815 **LE PRÉSIDENT :**

Mais vous me le dites, peut-être 15-20 minutes avant, parce que je veux être sûr que ceux qui ont effectivement des questions spécifiques à eux soient...

820 **MATHIEU FARLEY:**

O.K., je vais m'informer, mais je pense que s'il y a des questions pour eux autres, il faudrait les faire le plus rapidement possible.

825 **LE PRÉSIDENT :**

O.K., parfait. Je vais passer la prochaine personne puis après ça, je vais vérifier par rapport aux autres, là, si effectivement il y a des questions particulières pour ces partenaires.

830

KATHARINE FLETCHER

835

LE PRÉSIDENT :

So next one is Katharine Fletcher. Hello.

840

KATHARINE FLETCHER:

Hi. So, my name is Katharine Fletcher and I'm representing myself. So, I just have questions because I'm – I've got two questions because I live here and I'm concerned.

845

The first question is with respect to the sludge biochar, and which is to be transported, I've heard, anyway, to a regional biomethanization plant to produce renewable biogas. So, I hear that Samonix has an authorized agronomic reuse here, and I wonder if you can discuss that process.

LE PRÉSIDENT :

850

So just to understand well before you answer, I am not too sure if I understood your question, so I just want to make sure. So, your question is about the sludge?

KATHARINE FLETCHER:

855

Yes.

LE PRÉSIDENT :

860

How is it treated and where it's sent?

KATHARINE FLETCHER:

865

Exactly. And, also, how it's going to be used on our land if it is going to be used on our land.

LE PRÉSIDENT :

And when you say "our land", you mean?

870 **KATHARINE FLETCHER:**

Pontiac.

875 **LE PRÉSIDENT :**

Pontiac, okay.

KATHARINE FLETCHER:

880 Excuse me, yes.

LE PRÉSIDENT :

Okay. Monsieur Farley?

885

MATHIEU FARLEY:

890 Yes. So, Mathieu Farley with Samonix. So, the company that is going to be taken our sludge is CTBM, they are located in Montérégie, and they have agronomists, I guess, that are working with them, and it is very unlikely that the sludge will be dispersed in the Pontiac, it's likely going to be dispersed in the areas of Montérégie.

895 So, but you know, the exact identification of land I don't think has been done yet, but this company does this, you know, they take much more than what we are going to be sending to them, so they already do this in their area and they've been doing this for many years.

LE PRÉSIDENT :

900 Could you find the distance between your facility and the location where the sludge will be transported?

MATHIEU FARLEY:

905 Yes, it's about 250 km, maybe a bit more. It takes about three hours from here, three and a half hours.

LE PRÉSIDENT :

910 So, your estimation is that it will be used closer to the location where it is sent.

MATHIEU FARLEY:

915 Yes. They are not too far from Saint-Hyacinthe, so it's probably the area in Québec where we had the most land farms, land, and it will be discharged in those areas just for a sake of economics, and it is something that is sought after by a landowner because it helps their crop.

LE PRÉSIDENT :

920 So, when it is sent to that company, do you have any control where they actually use it?

MATHIEU FARLEY:

925 No, they have all the authorizations to disperse and manage that. So, this was – it's a way to simplify, I guess, our activities as well, but they have ministerial authorization, and what we're sending to them fits within what they can receive, and so they – and they already do this for sludge from porc facilities or pig farms, and other farms in the area.

LE PRÉSIDENT :

930 Thank you. Your second question?

KATHARINE FLETCHER:

935 Yes, my second question is involving the funding for this project. As we know, we're very – it's hard to get jobs here. It's really hard to live, and I don't think that many taxpayers really want to be paying for this. So, what percentage of this CAD \$418 M investment is secured through committed private equity, what is relying on secured debt, yet to be secured debt, in what extent are you requesting Québec or Canadian taxpayer subsidies or loans to bridge financing gap?

940 And I don't know, like, maybe I can sneak in another question, which is related directly because Samonix, you were saying that you're going to be selling to Maine. If that's still your intention, are you looking for US investors, particularly in the climate of trade negotiations war with the States?

LE PRÉSIDENT :

945 It's a lot of questions in one, but what I hear from your question is that your concern or question is about how much public funding from Canada and Québec is included in the total amount needed for this project.

950 **KATHARINE FLETCHER:**

Yes.

LE PRÉSIDENT :

955 Mr. Farley?

MATHIEU FARLEY:

960 Yes. So, at the moment, we, like the vast majority of the spending has been financed privately, we've had numerous discussions with equity like banking. So, we need to work with specialized institutions to raise the equity for this type of project. The people that invest in these types of facilities are people that are knowledgeable about the industry similar to the projects I discussed about previously that are public.

965

Most of the money for these projects comes from Norway or Europe, so we've been engaged in those discussions, and I think a significant majority of the equity will have to come from the people that know about this industry, and hopefully there's going to be a number of Canadian investors that join in. We've had discussions with some of them as well, and but the whole financing and debt raising for the facility has not been established.

970

975

We have commitment letters from the large banks in Canada on the debt side, but we have no visibility or commitments from any government at this point in terms of, you know, subsidies or grants or debt security. The core of the project is to actually attract a knowledgeable investor from the industry, and, you know, part of my visit a few weeks ago in Sweden with Snogenlax was having discussions with some of the people in Europe that finance or invest in some of these projects.

LE PRÉSIDENT :

980

Martin, tu as une question?

LE COMMISSAIRE :

985

Yes, I can go with the MRC de Pontiac – if it's okay, I will continue in French, it's easier for me, okay?

KATHARINE FLETCHER:

990

Yes.

LE COMMISSAIRE :

995

On ne vous a pas oublié à la MRC. Donc, on se posait la question, justement, au niveau municipal, est-ce que le projet comme tel nécessitait ou va nécessiter des investissements particuliers en termes d'infrastructures ou quoi que ce soit, là? On se posait la question à votre niveau.

TERRY LAFLEUR :

1000 Oui, Terry Lafleur, MRC de Pontiac. Il y avait une entente en 2024, si je ne me trompe pas, pour une subvention entendue que les... avec conditions, justement. Le fonds a fermé, ça fait que l'argent n'a jamais été donné, on va dire. Puis en ce moment, il n'y a pas de... il n'y a pas d'autre argent qui est sur la table.

1005 **LE COMMISSAIRE :**

C'était une entente avec qui, cette entente-là qui...

TERRY LAFLEUR :

1010 C'est une entente avec Samonix pour une subvention.

LE COMMISSAIRE :

1015 O.K.

LE PRÉSIDENT :

1020 Est-ce que vous pouvez vous rapprocher un peu du micro?

TERRY LAFLEUR :

Oui, pardon.

1025 **LE COMMISSAIRE :**

Puis c'était pour financer quel type de travaux?

TERRY LAFLEUR :

C'était, je n'ai pas tous les petits détails en avant, mais si je ne me trompe pas, monsieur Farley...

LE COMMISSAIRE :

Je me retourne vers – Monsieur Farley?

MATHIEU FARLEY:

Oui, en fait, c'était une entente qui était pour nous aider à soutenir les activités du projet une fois qu'on aurait l'autorisation ministérielle, mais c'est une entente qui est caduque aujourd'hui, mais reliée à la question sur les infrastructures?

LE COMMISSAIRE :

Oui?

MATHIEU FARLEY:

Il n'y aucun besoin en infrastructures qui est requis parce que, dans le fond, on va être autosuffisant au niveau de l'eau et le sanitaire, puis les seuls éléments au niveau des infrastructures qui nécessitent des investissements, c'est au niveau de l'électricité avec Hydro-Québec, puis Hydro-Québec prévoit déjà une modernisation importante du poste à Bryson pour les besoins de la région qui vit des difficultés importantes au niveau de l'approvisionnement en électricité. Et nos opérations s'arriment avec les modernisations du poste de Bryson. Donc, en fait, je pense que le projet contribue au désir du gouvernement d'investir dans ce poste-là.

LE COMMISSAIRE :

Puis j'en profiterais, je retournerais – merci – à nouveau au monsieur à la MRC, bien, en termes, pour ce qui est de l'apport économique pour la région, là, donc on en a entendu parler

beaucoup, j'en profiterais quand même pour vous demander, au niveau de la MRC, comment vous voyez ça, l'apport économique de ce projet-là dans la MRC?

1065 **TERRY LAFLEUR :**

Oui, Terry Lafleur encore. Les retombées économiques d'un projet de cette largeur, ampleur, c'est exactement ce qu'on cherche en tant que développement économique dans une MRC, « devitalized area ». Je vais le répondre en anglais, si ça ne vous dérange pas?

1070 **LE COMMISSAIRE :**

It's okay.

1075 **TERRY LAFLEUR :**

We have, ever since we have lost Smurfit-Stone, we've always been looking for another larger possibility of employment, of identity. This project in its size just itself would bring a lot more of – a lot more support, I guess is the best way to say it, to the area in general, not just Litchfield but to the MRC. The economic benefits would be...

1080 **LE COMMISSAIRE :**

1085 Okay. So, for Litchfield, je vous poserais un peu la même question pour compléter, à votre niveau, l'apport économique pour la municipalité, comment vous voyez ça?

MIKE GUITARD :

1090 Bien, c'est sûr qu'un projet de cette envergure va augmenter le potentiel d'engager des résidents. Dans le fond, on a un taux d'emploi assez bas dans le... comme Terry disait, on est une MRC défavorisée. À part des emplois puis des retombées économiques suite à des jobs, dans le fond, de deuxième niveau, comme aux épiceries, achat de gaz, ça, c'est... pour l'instant, ce n'est pas calculé, mais ça va être juste positif. Ça va encourager d'autres sortes d'industries, d'autres sortes de commerces. Moi, je vois juste ça positivement.

1095

Puis le fait qu'il est déjà sur un site qui était bâti pour commercial lourd, les infrastructures sont déjà prêtes pour une industrie moyenne. C'est une industrie moyenne, ce n'est pas une industrie lourde, so, nous autres, on ne voit pas d'infrastructures ou de dépenses d'infrastructures majeures pour l'implantation de ce projet-là.

1100

LE COMMISSAIRE :

D'accord. Thank you, merci.

1105

LE PRÉSIDENT :

Peut-être une petite question complémentaire à vous, la municipalité de Litchfield. Avez-vous évalué à peu près les retombées fiscales d'un projet comme celui-là? La question pourrait se poser aussi à monsieur Farley sur l'envergure des retombées fiscales pour la municipalité.

1110

KATHARINE FLETCHER:

May I just say that, with respect, that I did ask my question in English.

1115

LE PRÉSIDENT :

Oh, sorry, yes. Yes. You didn't ask that question, but I don't mind asking it in English also.

KATHARINE FLETCHER:

1120

Thank you.

LE PRÉSIDENT :

1125

There is also a translation.

KATHARINE FLETCHER:

But I don't have it.

1130 **LE PRÉSIDENT :**

Okay.

1135 **KATHARINE FLETCHER:**

When I came up, I didn't pick it out.

LE PRÉSIDENT :

1140 For the next one, I encourage you to bring your little machine because we alternate and I didn't even think about it.

KATHARINE FLETCHER:

1145 Yes, sure. Thank you.

LE PRÉSIDENT :

1150 So, Mr. Farley, do you have any idea of the amount of taxes that locally this project will bring to the municipality?

MATHIEU FARLEY:

1155 Sorry. So, Mathieu Farley, Samonix. So, there's different levels of taxes obviously. There's the income taxes that would be... that will result of the projects, so we are looking, we are hoping that this would range anywhere between, you know, 25 to 30 M\$ of profit a year at a tax rate of 25%, so Federal and Provincial can share that among themselves according to their own rules.

1160 Then we would pay obviously municipal taxes to Litchfield and then, you know, I am assuming there are school board taxes, there's the taxes that we pay over the salaries that we pay to employees and the company is also committed to providing a portion of its profit and revenue to helping social activities in the area.

1165 So, my understanding is that in the past, Smurfit-Stone or others in the forestry sector were quite engaged in helping, you know, sports, schools, and different clubs in the area, and I think we would like to be good corporate citizens as well and then contribute to this.

LE PRÉSIDENT :

1170 Okay, but no specific amount in your business plan that you could provide in terms of the tax revenues for the municipality.

MATHIEU FARLEY:

1175 I don't think we have that information offhand. Actually, we may. Rémi may have something.

LE PRÉSIDENT :

Yes.

1180 **RÉMI BERTRAND:**

1185 Oui, bonjour. Rémi Bertrand, Samonix. Un peu d'expérience antérieure en gestion municipale également. Donc, la façon que ça fonctionne, c'est une fois que le bâtiment est construit, il y a une évaluation, parce que ce n'est pas juste du résidentiel, donc l'évaluateur agréé qui est sous le contrat avec la MRC Pontiac va venir évaluer et on recevra notre taxe, notre facture de taxes municipales d'après ce calcul-là, avec le taux de taxation qui est fixé par la municipalité. Et ces taxes-là qui vont à la municipalité font augmenter l'assiette de recettes fiscales de l'ensemble de la MRC de Pontiac. Et puis quand l'ensemble des municipalités doivent contribuer au budget de la MRC, c'est fait par rapport à leur quotepart.

1190
1195 Donc, après la fermeture de Smurfit-Stone, quand ça a été déconstruit, la valeur foncière de la municipalité de Litchfield a drastiquement diminué, ce qui a augmenté le fardeau fiscal de l'ensemble des 17 autres municipalités de la MRC de Pontiac.

Donc, l'introduction d'un nouveau compte de taxes élevé à Litchfield va avoir un effet positif, donc une diminution de la partie quotepart des 17 autres municipalités.

LE PRÉSIDENT :

1200 Thank you very much. I understand how taxes are calculated, I am just looking for a number.

RÉMI BERTRAND:

1205 That number will come once it's built.

LE PRÉSIDENT :

1210 Once it's built. Any, on the municipality of Litchfield, do you have any sort of idea or estimation that...

MIKE GUITARD:

1215 Mike Guitard from the municipality of Litchfield. I couldn't say it any better than Rémi just said it. Exactly, he explained exactly what we were going to explain. So, until we have an evaluation, we can't estimate the...

LE PRÉSIDENT :

1220 Thank you. That were your two questions or...

KATHARINE FLETCHER:

1225 It was. I just wanted to emphasize that there are three – I think there are three current fish farms operating in the Norwegian RAS system in the States, and so my concern very much is that we don't get the US – that we remain sovereign in the context of what's happening.

LE PRÉSIDENT :

1230 Thank you.

KATHARINE FLETCHER:

Thank you.

LE PRÉSIDENT :

And don't forget that you can actually write a brief or come back to us and bring your position on these various things.

KATHARINE FLETCHER:

Yes, thank you very much. And this is all recorded, right?

LE PRÉSIDENT :

This is all recorded.

KATHARINE FLETCHER:

Lovely. Thank you.

LE COMMISSAIRE :

Thank you.

LE PRÉSIDENT :

Thank you so much.

LINDA DAVIS

1265 **LE PRÉSIDENT :**

I will call now Linda Davis.

1270 **LINDA DAVIS:**

Thank you very much.

LE PRÉSIDENT :

1275 So, you have one partner left online, so that's why we are sort of trying to get all of these questions that are addressed to them, and if you have all these questions, ask them right away and then you can actually go back to the register and ask...

1280 **LINDA DAVIS:**

I am hoping it's the company that I am looking for. Is it the gentleman from Sweden? Excellent. I thank you. This is an opportunity. This is my fourth time that I've been able to come to a meeting where Samonix has been presenting, but this is the first opportunity that we'll talk with the direct people that have the expertise.

1285 First of all, from what was said earlier, it seems to me that there is not a definitive operating salmon farm under these partners where there's freshwater taken, it's turned into salt, it's turned back under their guidance, and put back into a freshwater.

1290 **LE PRÉSIDENT :**

Is it a question or...

LINDA DAVIS:

Yes. This is the preamble to it.

LE PRÉSIDENT :

Okay.

LINDA DAVIS:

So, in the past, Mr. Farley has stated that these are state of the art, and that the Swedish company is the one that's on the lead of it. So, in the absence of being able to talk directly to them and ask questions, I did a research into the background of them.

In the media, this firm in Sweden has complained publicly, and it's on the records, that they have found that the process in Sweden to go through the environmental assessment has been very lengthy, very costly, and very not conducive to be able to do this.

At the end of the day, the state-of-the-art facility that they were talking about has not been built yet, it's in January, it's coming, but in fact Sweden has only allowed them 2,000 cubic metric tons, and a phase 2 of 6,000 metric tons.

So why is this, my question is why is it that Samonix is now proposing something that's five to six times the amount of volume of tonnage while at the same time, Sweden has not been affording the same size to the partner that is in Sweden that's going to be the lead on the technology?

LE PRÉSIDENT :

Well, maybe start with Mr. Farley, and call in the partner from Sweden to try to understand what you're saying. Basically, what you're saying is that you mention, and maybe that is the question, that the Swedish Government is kind of not authorizing projects of a certain size, that's what you're saying?

LINDA DAVIS:

1330 They (inaudible) them after a lengthy review.

LE PRÉSIDENT :

1335 Okay, and then we'll ask him about that and the reason why, and their experience also, you question the experience of this firm in projects of that size. So, maybe as an introduction, Mr. Farley, you can start and then ask your expert to...

MATHIEU FARLEY:

1340 Yes. So, Joel can talk a bit more about his project in Sweden in more detail, but his project is in two phases, so he's planning a 2,000-ton facility, that has always been the case. I wasn't sure of the size, but they also have another 4,000-ton facility on site. So, their site is a bit more complicated, so they had to do a lot of excavation on granite, but the 2,000-ton site is ready.

1345 And one of the reasons we are working with Smogenlax is because our plan is to have 2,000-ton modules, side by side, so similar modules to what Joel is intending to build this fall, and actually will be almost exactly the same, and instead of having three modules like he's actually contemplating, we would have five modules in our system.

1350 So, and you know, there are other approaches and designs for these facilities in the world, but we just thought from a biosecurity perspective that this made the most sense, but Joel can talk about why they've done 2,000 and then 4,000 maybe, and provide additional details, if he is still online.

1355 **LE PRÉSIDENT :**

Mr. Oreston, are you still with us?

JOEL ORESTON:

1360 I am still with you. This is Joel Oreston from Sweden.

LE PRÉSIDENT :

Yes.

JOEL ORESTON:

So, okay, I will try to understand, I will try to answer the question.

First of all, we only applied for 6,000 tons. Well, actually we applied for 7,000 tons of feed, which we got. So, we didn't ask for more, and we did get the permit that we asked for, and we applied for a permit to emit less water and less pollutants than any other plant in the world, and that was approved by the government.

The reason we did not ask for more is that we don't have land for more. Our – where we are situated is too small, so it's the simple reason.

LE PRÉSIDENT :

Thank you. Second question?

LINDA DAVIS:

Supplementary to that, on the webpage for the gentleman's company, it talks about that there is a partnership between – they call it the French connection, and in fact they're going to France, and they're going to come to Canada, and they're talking that this facility in Litchfield can actually be maximized because of the amount of land that's available, that they can rapidly increase the request and the volume to have a much larger facility.

So, it's on their webpage, and so I'm wondering how far are you planning to go and will it in fact trigger another BAPE? Will it trigger other authorities to come in to actually regulate and to see? So, what would the processes be at that...

LE PRÉSIDENT :

Thank you. So, basically, my understanding of your question, do you have any expansion project further than the one that you're – the project that you're presenting, and maybe we'll go to the Ministry of Environment, what kind of process would be involved for an extension later in this specific project. I'll start with you, Mr. Farley.

MATHIEU FARLEY:

Yes. So, the project we are putting forward at the moment will take almost ten years to actually demonstrate full performance, so we will start to harvest in 2031, if we're lucky, and we will be at full production in 2033. This is if we're lucky.

Should we have success, I'm assuming that from a business standpoint, we will consider expansions, maybe locally, maybe elsewhere. We've been approached by landowners in BC, in Texas, that want to have our expertise and trying to put projects over there. So, we have always said that we are not interested in anything else than what we're trying to do here at the moment. It's already complicated enough, but I'm assuming that should the company be successful in the future, that we will contemplate expansion plans, but we have no specific plans at the moment.

LE PRÉSIDENT :

Thank you. Maintenant, Madame Langevin, du Ministère, si jamais dans le futur il y avait un projet d'expansion de l'installation existante, quel genre de processus, parce qu'évidemment, tout changerait, les quantités, etc., donc est-ce qu'on repart dans le même type d'étude d'impact et des processus de BAPE et tout ça?

MÉLINA LANGEVIN:

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Je vais laisser ma collègue Marie-Emmanuelle Rail détailler l'assujettissement des projets d'aquaculture.

LE PRÉSIDENT :

Très bien.

1430 **MARIE-EMMANUELLE RAIL :**

Marie-Emmanuelle Rail, ministère de l'Environnement. Alors, il y a un processus qui est en place, ça dépendrait de l'importance, de l'augmentation qui serait prévue. Et tout ça, c'est décidé en fonction du critère qui assujettit les projets à la procédure d'évaluation environnementale.

1435 Pour le type d'installation que veut exploiter Samonix, le critère est basé sur le volume de biomasse de poissons qui est présent, la présence maximale qui peut être présente à un temps T, et pour leur système, le volume est à 480 tonnes. Alors, comme ils visent un projet moyen de 10 000 et maximum de 12 000, on voit que le 480 tonnes est rapidement dépassé. C'est à peu près certain
1440 que dans le cas d'un projet d'agrandissement, ils redépasseraient cette norme-là.

Alors, quand on rencontre encore le critère d'assujettissement, le projet doit repasser à travers la procédure complète et refaire toutes les étapes de dépôt de l'étude d'impact, potentiellement des audiences publiques par le BAPE, et une décision qui est rendue au final par
1445 le gouvernement.

Dans le cas, je pourrais ajouter que dans le cas d'un plus petit, une plus petite modification, si ça allait sous le seuil, il est possible aussi que le Ministère juge qu'une modification de décret soit nécessaire, car le projet réalisé doit être conforme à l'autorisation qui est émise. Puis là, ce serait
1450 un processus qui est un peu raccourci, mais c'est très peu probable dans le cas d'une installation comme ici.

LE PRÉSIDENT :

1455 Thank you.

LINDA DAVIS:

1460 Just a quick comment. Couldn't we look at the – from government to government to Sweden
to see the kinds of questions that they were looking at that could ensure, since it's the first time
we're doing something like this?

LE PRÉSIDENT :

1465 We are looking at all sources of documents.

LINDA DAVIS:

1470 So, Sweden is – yes, thank you.

LE PRÉSIDENT :

1475 Thank you very much.

DON ARMITAGE

LE PRÉSIDENT :

1480 The next person is Don Armitage. Do you have a specific question related to the partners, the
Swedish partners?

DON ARMITAGE:

1485 Well, he did partly answer the question for me, but I'd like him to go into a little bit more details
to it.

LE PRÉSIDENT :

Okay, so we'll keep him for a few more minutes and then after, Mr. Armitage, we will let him go to his vacation. Thank you.

DON ARMITAGE:

If the effluent treatment fails or breaks down due to electrical or mechanical or human error, where does the discharge water go? Is the facility automated, and everything stops or where does that water go?

LE PRÉSIDENT :

Okay, so in the event of something that breaks within the facility, is there, you know, additional discharge related to that piece of equipment not functioning? I think, as I understand, this is your question.

DON ARMITAGE:

Yes.

LE PRÉSIDENT :

If there's a breakage within the system.

MATHIEU FARLEY:

Yes, I think this is something we can answer here with our experts, so Fred can take the lead on that and maybe we can thank Joel for his participation and let him continue his vacation.

LE PRÉSIDENT :

So, if you have the information to answer Mr. Armitage's question, we'll do that. Thank you.

MATHIEU FARLEY:

1525 Thank you, Joel.

JOEL ORESTON :

1530 Thank you.

FRED BRISCO :

1535 Fred Brisco, Samonix. So, first of all, I remind everyone that this is an active system in the sense that the whole facility is up above the river level and we are actively pulling water up into the system. In other words, if there's a total power outage, nothing is flowing out anymore. It's just a basin up on a hill.

1540 There are high levels of automation, sensors, automatic valves, but nothing that is critical would ever automatically discharge. Everything is a closed – unless electricity tells you to be an open-type system. This is very common in the industry that it's not the power out – power goes out and everything opens; it's power goes out, everything closes, first of all.

1545 Second of all, everything, as I said, due to the scale of the water treatment is highly redundant, so we have five biosecurity zones that are exact copies of each other. So, everything – again, we could have a piece of equipment go down and it only represents 5% of the total water treatment because everything is modular.

1550 Second of all, as I have mentioned previously, this is a linear system that is constantly treating to keep levels down, and anyone knows, we're going to be trying to keep the water quality as clean as possible for our own fish health and for the fish flavour. One of the issues is that you'll see if you're reading where things went wrong in aquaculture facilities, the fish don't die, they just don't taste good because the water was a little bit swampy.

1555 And so, even if we have an equipment malfunction, some of our water quality parameters internally might get a little bit high, but anyone from the MAPAQ or a veterinarian will explain to you that, you know, the fish are robust enough that they can handle ammonia going a little high or some

of the parameters going a little high. And, again, at that point, we could immediately just reduce the feeding and complete stop any new sludge going into the water.

1560 So, that's a bit of a – it's a very powerful tool that we just stop the input into the system. And
so, as far as, you know, obviously what anyone here is concerned about is that end of water pipe
treatment, because we have multiple internal loops and there is an end of water pipe treatment, and
the end of water pipe treatment isn't designed by Swedish or European firms; it's a Veolia system
source from Montreal, designed by Cima+ and it's treating ammonia, phosphorus and suspended
1565 solids, just like any municipal treatment plant.

I mean, at the end of the day, it's animals eating feeds. In fact, where it differs from a municipal
treatment plant is that the municipal treatment plant has to be able to take whatever anybody put
down the drain, and in our case, it's quite clean. There's never Drano, there's never motor oil, there's
1570 just pure, you know, fish waste, biological systems.

So, as far as, you know, catastrophic breakdowns of the equipment, a) we've built in strong
redundancy, and b), if there is a problem, if our backup generators are all so wrong or, you know,
two catastrophic failures – which happens, you know, gas gating failures, who would have
1575 predicted? But this – and this, the default is to stop the water circulation. If you stop feeding the fish,
they'll, you know, keep going to the bathroom for a couple of hours, but after that, it's kind of done
and whatever is in the water is okay.

And for the fish health perspective, the most highly redundant system is the oxygenation. So,
1580 we have backup to backup to liquid oxygen on site. We can keep the fish alive with oxygen, and so,
the risk to emergency discharges or, you know, automated systems discharging huge amounts into
the river is negligible or zero.

LE PRÉSIDENT :

1585 Thank you, Mr. Brisco. Mr. Armitage, do you have another question?

DON ARMITAGE:

1590 Yes, I do. We need a baseline for the water. Where is the data from the present river water, and is it third party tested?

MATHIEU FARLEY:

1595 Fred Brisco.

LE PRÉSIDENT :

1600 Yes, we'll start with Mr. Brisco, and it's a question that was asked yesterday also, so the Minister of Environment also has some information and some data.

DON ARMITAGE:

1605 Yes.

FRED BRISCO :

1610 So, the baseline is arguably threefold. So, first of all, we went and did our own sampling right at our site. We don't have the laboratory to do it in-house, so we got – I got lab, a well-reputed lab, and those have all been submitted to the Ministry of Environment as part of our impact study, so they are all available. So, that's our own internal baseline.

1615 The ministère de l'Environnement yesterday mentioned that there is an Atlas du Québec where they keep all of the water quality, and as well, we had Riverkeeper here last night, and on their website, you'll find Excel spreadsheets longer than I have ever seen with water data, you know, of every point. They've got citizen volunteers taking water samples all on the watershed.

So, the baseline is arguably well understood.

1620 **LE PRÉSIDENT :**

Une question peut-être au niveau du ministère de l'Environnement. De quelles données disposez-vous sur l'état actuel de la qualité de l'eau dans le secteur?

1625 **MÉLINA LANGEVIN:**

1630 Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Je vais répondre en français, j'espère pour ceux qui ont les traductions, mais oui, comme j'ai mentionné hier, il y a l'Atlas géomatique de l'eau qui recueille justement les données des eaux municipales et des industries aussi déjà existantes au Québec. Un jour, Samonix, si elle existe, va aussi être répertoriée sur l'Atlas géomatique. Donc, c'est vraiment ce qu'on a. En plus, les deux stations pas très loin du terrain futur de Samonix qui, comme on l'a mentionné, prend des données mensuelles.

1635 **LE PRÉSIDENT :**

O.K., et sur cet Atlas, est-ce que c'est un atlas qui est disponible, qui est...

MÉLINA LANGEVIN:

1640 Oui, l'atlas est disponible, il est interactif, vous pouvez zoomer sur partout au Québec où est-ce que vous voulez aller voir, cliquer si c'est une industrie, la qualité de l'eau, si c'est une ville, la qualité de l'eau... oui.

1645 **LE PRÉSIDENT :**

Est-ce que vous pourrez nous donner l'adresse de cet atlas-là et puis nous la transmettre, comme ça, les gens qui ont un intérêt là-dessus et qui ont participé pourront effectivement cliquer sur ce lien, puis...

1650 **MÉLINA LANGEVIN:**

Oui, je peux le faire.

LE PRÉSIDENT :

So, our understanding, with the various questions, is that it was a question also yesterday. The information on the baseline, there's plenty of information that exists, and we'll have an address where you can actually access that information.

DON ARMITAGE:

Thank you.

LE PRÉSIDENT :

Thank you very much.

SYLVIA POETSCHKE

LE PRÉSIDENT :

So, the next person is Sylvia Poetschke. And this will be our last, before we take a little break, a short break of 10-15 minutes. So, thank you again.

SYLVIA POETSCHKE:

I will try to be brief. Thank you for the process here today. My last two questions are a little bit different; they relate to the 16 principles of *Sustainable Development Act*. In principle e), there is:

"The participation and commitment to participation and commitment..."

Sorry, I'm going too fast for the translator.

"The participation and commitment of citizens and citizen groups are needed to define a concerted vision of the development and to ensure its environmental, social and economic sustainability."

1690 This is a good time to exercise that principle.

1695 My question is, what investment does the project willing to make in the community aside from the needed employment and the identified commitment, vaguely, of participating in the community? I'm looking for specifics of what actions are planned to be a good corporate citizen, including transparency and the inclusion of a citizens' advisory group in the planning now, possibly with quarterly progress reports and reports on changes.

LE PRÉSIDENT :

1700 Thank you. So, again, you will be able to come back and suggest different...

SYLVIA POETSCHKE:

1705 Thank you for that.

LE PRÉSIDENT :

1710 ... possibilities for citizens' participation at the second stage. At this stage, what I would like to know is what the question is about.

What do you envision in terms of corporate citizenship – I'll call it that way – and citizen participation in the future? Do you have a vision already of what that could translate into?

MATHIEU FARLEY:

1715 Yes. So, we've been discussing with the representatives of the population in the different municipalities and MRC for the last two years, and you know, we've been looking at, you know, like the need for housing, as an example, and, you know, if we would be interested in participating and improving housing availability in the area.

1720 So, we have been looking at different options to support, because this type of project will
create a number of different means, and, you know, and how to contribute, how to get local
businesses involved. So, we've started engaging with the Chamber of Commerce of the region of
the Pontiac, as an example, as well. And we intend to have ongoing discussions with businesses in
the area to see what part they can play in this type of project.

1725 We've also engaged extensively with the Kitigan Zibi, the First Nation that is, you know,
representing the Algonquin and Anishinaabeg on the site, and we've been engaging with them and
trying to understand what could be done in support of their community, and if there would be some
ways that we can work with their elders, and their youths to have better integration.

1730 We have been discussing with Education, so Cegeps and "centres professionnels" to see
how they can modify or add a curriculum in order to prepare future workforce to be supporting our
project.

1735 So, we've been trying to think about the various angles where, you know, we can contribute,
and to ensure that there's integration between what happens here locally versus what happens on
the site, and we've been engaging, as I said, with the MRC and municipalities that were willing to
meet with us to try to see, you know, how we can make this work better.

1740 And I think we've been receiving a really strong support from these engagements. We've
been doing consultations with municipalities and the public before the BAPE was involved, and we
intend to do so in the future as well for certain elements of the project.

LE PRÉSIDENT :

1745 Thank you. A follow-up to the question of Madame Poetschke, have you envisioned or
considered yet the possibility of a, like a monitoring committee involving citizens? Like, in French, a
"comité de suivi", like you see in different industries. Mining, as you know, mining industries and
larger-scale projects, you often have these types of committees at least at the beginning when, you
1750 know, construction and all that, is it something that you have given some thoughts yet?

MATHIEU FARLEY:

Yes, I think we have had discussions with the stakeholders that are kind of monitoring the river as an example. So, we have been engaging with Ottawa Riverkeeper for almost three years, now. We meet with them, we give them progress, we hear them. We've actually made some modifications to our project based on discussions with their science team, and the same thing for Kitigan Zibi and the MRC.

I don't think we intended to have some kind of a public citizen committee where we hear just everything at the moment, but you know, we're trying to deal with the kind of bodies that are supposed to be representing the interests of the people in the community and, you know, in charge of safeguarding the river, as an example.

LE COMMISSAIRE :

Yes, we'll continue in French, pour le Ministère. Je sais que des fois dans les décrets d'autorisation, on a des conditions parfois sur des comités de suivi qui doivent être mis en place, est-ce que c'est le genre de chose qui pourrait être envisageable? Avez-vous regardé ça de votre côté?

MÉLINA LANGEVIN:

C'est sûr, on est encore – Mélina Langevin, ministère de l'Environnement – on est encore en évaluation évidemment du projet. Rien n'est mis dans le ciment encore, mais c'est quelque chose qu'on peut regarder et qu'on a déjà fait pour d'autres projets, de faire des comités de suivi avant une autorisation ministérielle et d'imposer une certaine représentativité aussi.

En ce moment, on est encore dans l'évaluation si c'est quelque chose de requis ou pas, oui.

LE COMMISSAIRE :

C'est bon. Merci bien.

LE PRÉSIDENT :

Your second question, Ms. Poetschke?

SYLVIA POETSCHKE:

You have a commitment to principles, principles and responsible production and consumption. Production and consumption patterns must be changed in order to make production and consumption more viable and more socially and environmentally responsible, in particular through eco-efficient approach that avoids waste and optimizes the use of resources.

My question is – please don't, low your eyes – with a focus on the opening concept of social responsibility, we can all recognize that the last decade or more has brought the suffering of animals in overcrowded factory farm conditions to light. This is seen in the market's demand for grass-fed beef, free-ranged chickens and so on.

My question is what proactive steps are planned to try to reduce the suffering of the fish spending their entire life into slaughter in the care of Samonix that is outside of the identified fast electrical shock slaughter process?

LE PRÉSIDENT :

Basically, the well-being of the fish...

SYLVIA POETSCHKE:

In the factory farm.

LE PRÉSIDENT :

... in the factory, and I will add to that question, if you don't mind.

1820 I understand that you're looking for a certification, the Aquaculture Stewardship Council, and I believe, from what I've read, it is kind of related, so if you can join the two questions in one answer that would be appreciated.

MATHIEU FARLEY:

1825 Yes, I will probably start. So, Mathieu Farley from Samonix, I will probably start and then I'll have probably Fred continue and then Rémi, maybe afterwards, maybe who is going to add something on the certification.

1830 For us, land-based farming is actually a way of ensuring the well-being of salmon. So, right now, the open-net pens in the sea, the salmon are facing very harsh conditions and parasites and they have – we have to give them a lot of antibiotics, they're fighting disease, the mortality rate is very high. So, in our facility the mortality rate will be very low, the water will be very, very clean. By doing so, we provide an ideal environment for the well-being of the salmon.

1835 So, of course, they end up being on the plate and being eaten, so at the end of the day it's the same result, but during the time when they're growing, I mean they would be growing in the best water quality possible compared to any other farming in the sea at the moment.

1840 So, the principal part of this initiative is also about raising salmon in a more friendly fashion. So, to me, that's indicative, you know, and it's the same thing that people have seen for farming cows, right? So, you give them a better environment so that they grow better and then, you know, it's better for their well-being.

1845 So, I think a land-based facility the way we are planning is actually – that's one of the goals is to do that contrary to the open-net pens that they're currently facing.

1850 So, lower mortality and a better water quality and less sick. So, it's the same thing for humans, right? If you have conditions where humans are not as sick, you know, they don't die as young, I mean it's an indication that this community is healthier than a community that has a life expectancy of 35 years old and with a lot of people dying young.

So, I think that's part of the principles. I think Fred wants to also add a few things, and Rémi will talk about the certification.

FRED BRISCO :

Fred Brisco, Samonix. I am basically just going to bolster Mathieu's response, but it's basically that. If you compare to the alternative – pardon me the expression – but at the moment, when they are in cages, they're just sitting ducks, they're in ecosystems, but they're in a cage, they're open to predation, parasites, diseases, it's a very big problem.

You know, Green Peace does documentaries on it, it's not a wonderful scene. The nature of where they need to be, they're often in fjords with little or no water flow, so the water quality can get very bad. The mortality sink down to the bottom of the net, the feces is down on the floor at the bottom of the net, it's really bad.

Us, we're consistently pulling away the feces, immediately pulling away the mortalities. Because of the biosecurity, there's zero vaccination, zero antibiotics, very, very clean water. There's often not a lot of water flow in the net pens versus us, the way it's – the circular tanks move, the circulation motions allow the collection of the feces, it's to the centre of the tanks, kind of like tea leaves, so there's always a low current in the centre, higher current in the outside. They literally go out towards the outside, go to the gym a little bit, come back out in the middle. The tone in the flesh is significantly better in land farming due to that.

So, in general, in our opinion, it's night and day, as far as the health and quality for the animal.

MATHIEU FARLEY:

Our friends in Sweden, so they've been, they have a 2-ton facility where they've been conducting different tests in the last ten years, and in the last six years, they've been working with the University of Oslo, they've seen biologists, they've done some testing on fish quality.

And the type of filtration that Smogenlax has designed, or the combination of the water treatment system that they have designed because most of what we use is not rocket science, it's

just how you combine them and how you kind of play with the... how the processes come together has demonstrated very, very strong results on the water treatment, that's their specialty.

They are treating two very large fish facilities with processed water and that's how they built their expertise, and the biologists working with the Stockholm University – not Oslo – have given them reports about the fish health and fish, yes, and well-being indicating that this was much better than what they see in open-net pens.

And maybe Rémi can talk a little bit about the certification as well.

RÉMI BERTRAND:

Rémi Bertrand, Samonix. So, before going to the certification, I just wanted to point out on fish welfare, we're also partnering up with a research centre in the province of Québec on the Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine area called Merinov. So, innovations for the sea in French, and they are working with an English company right now on feeding systems.

And instead of just programming the timing of the feeding systems, they are actually utilizing acoustic activity within the tanks, and the fish will actually emit – well, the final reports aren't out yet, but this is the study they're conducting. So, they will emit a sound, so you can basically feed them as they're asking for food. So, it's just to show that there's advancements in all aspects of land-based aquaculture now, and we're paying attention to those.

And, specifically, the fish welfare is one of the key elements of obtaining the ASC certification which is an international certification call the Aquaculture Stewardship Council. This was put forward because of the former traditional way of doing aquaculture in the past decades, where it was done internationally without astringent regulations as you can have in a country like Canada, or more specifically in Québec.

So, there's all types of activities around the world, so there was a need to put together such certification processes. This is voluntary, it has nothing to do with the "la réglementation" of Québec, it has nothing to do with the current processes. So, this would be something that Samonix, and we publicly spoke on to this matter that we will try to achieve the ASC certification, based on the fact that we are a state-of-the-art facility designed in this current state of age is much more easier to

1920 access the certification levels because of what we naturally do to get permitting and the involvement of the different bodies of governance in Québec. So, they are basically respective of the laws and the government.

1925 These are the principles that we would be audited against to get the certification. So, it respects the laws and good governance within the corporation, protection of the environment, social responsibility and workers also, as we know, we don't have... this is internationally, you'll understand why that's there – health and welfare of the fish, and also “traçabilité” – I don't know how to translate that – traceability of the fish, and there's a... that's actually a big concern in Canada right now, as you are surely aware of.

1930 The traceability of products from the sea could originate from, an example, the shrimp could come from Chili, be delivered to Canada and you basically de-vein them and shelve them and then sell them as a product of Canada whereas when you have your ASC certification, and you will know the exact traceability of where we're at.

1935 So, again, you get an audit after you're operating. They validate your processes, they come on site, you get your accreditation, and then you would, afterwards, get follow-up conformity visits to make sure that you follow up, throughout the year, to maintain that certification, and it gives definitely a commercial advantage when you can commercialize your fish with that ASC logo on it. It would be the same thing as if you buy tuna in a can, you'll see “Dolphin safe”, it's the same principle.

1940 So, that's my answer. Thank you.

LE PRÉSIDENT :

1945 Thank you very much again for your questions.

SYLVIA POETSCHKE:

1950 Thank you.

LE PRÉSIDENT :

1955 We will take a short break. Now, it's – on a un complément d'information du MAPAQ sur cette même question. Alors, Monsieur Sall?

DJIBY B. SALL :

1960 Oui, excusez-moi. Djiby Sall du ministère de l'Agriculture. Pour les questions qui touchent le bien-être animal, au niveau du Ministère, on a la *Loi sur le bien-être animal* qui s'applique également au poisson. J'ai madame Gabrielle Claing, qui est vétérinaire chez nous, à qui je vais passer la parole pour qu'elle vous en entretienne un peu plus.

LE PRÉSIDENT :

1965 Très bien, merci beaucoup.

GABRIELLE CLAING :

1970 Je vais quand même faire rapidement. C'est ça, comme mon collègue l'a mentionné, on a la *Loi sur la sécurité et le bien-être des animaux*, donc B3.1, qui inclut, dans son règlement, les poissons qui sont produits à destination du marché de la table. Donc, ce que le règlement exige, c'est que les exigences reconnues en bien-être animal pour l'industrie soient respectées.

1975 Généralement, ce à quoi ça réfère, ce sont des codes de pratique publiés par le Conseil national pour les soins aux animaux d'élevage, donc il existe un code pour le soin et la manipulation des salmonidés.

1980 Donc, en fait, finalement, c'est obligatoire de respecter le code de pratique publié par l'industrie.

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup de ce complément.

Donc, maintenant on va prendre une courte pause. On va prendre 15 minutes. Il est maintenant 15 h 15, donc pile, et on va reprendre à 15 h 30 avec les autres personnes qui vont demander des questions. Donc, 15 minutes de pause.

SUSPENSION DE QUELQUES MINUTES

**REPRISE DE LA SÉANCE
PÉRIODE DE QUESTIONS**

LE PRÉSIDENT :

Je vais vous inviter à reprendre vos places. Please go back to your seats, we're going to start again. Merci beaucoup, thank you. Donc, je comprends, Madame Langevin qu'on a un rectificatif, petit rectificatif sur une réponse donnée?

MÉLINA LANGEVIN:

Oui. Méлина Langevin, ministère de l'Environnement. En fait, c'est juste pour confirmer le flou qu'on avait laissé, là. Les radionucléides ne sont pas suivis aux deux stations à proximité du site. Donc, je voulais le confirmer parce qu'on avait laissé le flou, oui.

LE PRÉSIDENT :

Très bien, merci beaucoup. On a maintenant encore quelques personnes qui se sont inscrites au registre.

2020 So, we have several people, I think about four or five. We're going to very soon close the register. We do have quite a number of questions ourselves that we're going to ask the different participants here, and so we think we'll be able to cover all we had needed to cover by the end of the afternoon, whatever the end of the afternoon means, we'll see, but we'll be able to liberate all of our participants, our representatives from the initiator and the resource people for the night.

2025 **JORDAN EVANS**

LE PRÉSIDENT :

So, the next person is Jordan Evans.

2030 **JORDAN EVANS:**

2035 Thank you. My name is Jordan Evans. My question is about closure. You know that, as we're talking about planning and operations, and we like to think we're going to operate in perpetuity a project like this, but my question is what is currently proposed for closure and decommissioning at the end of the facility's operating life, or if operations cease unexpectedly, you know, because of insolvency, perhaps, or... and, you know, including buildings, tanks and treatment infrastructure, the intake and outfall, and underground infrastructure?

LE PRÉSIDENT :

2040 Thank you very much. Mr. Farley, the closure of the facility, what does it involve?

MATHIEU FARLEY:

2045 We want to give it to the city for a swimming pool – no. So, the life of this facility will be anywhere between 35 to 50 years, I think. It could be more than that. There'll be obviously a number of technological transformations during that period because water treatment technology does improve quite a bit. Our hope would be that eventually we can discharge almost zero water in the

2050 river. That would be our ideal goal. The technology is not there at the moment, but we would hope to reach that point in 10 years or 15 years.

2055 Again, it's part of the mission, vision and philosophy of the organization that we are trying to do something that is improving significantly the way that we are raising Atlantic salmon in Canada. And should we go bankrupt, I'm assuming then we – well, when you go bankrupt, you're not really around to look after your own self at that point.

2060 I'm just remembering comments made by the Ministry of the Environment yesterday that, you know, this is a building with pools and concrete, there will be little to no contamination on site. I mean there will be a diesel tank outside for the generators, so potentially some contaminated soil. The building could be reused for future use, maybe in 40 to 50 years, so I don't think we have that data.

2065 We weren't requested to submit anything regarding deconstruction or decontamination, partly because there is no – we're not polluting or contaminating the soil as part of our process. This is like just water being run through with fish.

So, once we've sold our fish and have removed the water from the facility, it's just bricks and mortar on an industrial site.

2070 **LE PRÉSIDENT :**

Du côté du Ministère, donc on va reprendre cette question qu'on a aussi traitée hier, est-ce qu'il y a des exigences particulières qui vont être prévues en matière de fermeture du site à terme?

2075 **MÉLINA LANGEVIN:**

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement, mais je vais exactement passer la parole à Marie-Emmanuelle Rail.

2080 **MARIE-EMMANUELLE RAIL:**

Marie-Emmanuelle Rail, ministère de l'Environnement. Effectivement, il n'y a pas eu de questions parmi tous les ministères et les directions du ministère de l'Environnement qui ont été

consultées. Il n'y a pas eu de questions relativement à la fermeture, ce qui nous indique qu'il n'y a pas eu une grande préoccupation relativement à ça.

2085

C'est sûr qu'on s'attend toujours à ce qu'il y ait une remise en état des sites, mais comme je disais hier, il n'y a pas... on n'anticipe pas de grands problèmes au niveau de la contamination du lieu, donc il n'y a rien de particulier qui a été demandé. Si quelque chose était porté à notre attention, on pourrait toujours, en analyse environnementale, poser de nouvelles questions, mais pour le moment, on n'anticipe pas de problème.

2090

LE COMMISSAIRE :

Juste en complément, là. Il me semble que j'avais lu quand même dans l'étude d'impact, au niveau des autorisations de l'article 22, est-ce qu'il y a quand même certaines conditions minimales qui vont être prévues en termes de fermeture, quand même?

2095

MARIE-EMMANUELLE RAIL:

Là, par exemple, ça, ça se peut, mais ça, je vais devoir vous revenir parce que je ne connais pas vraiment bien les autorisations ministérielles.

2100

LE COMMISSAIRE :

D'accord.

2105

MARIE-EMMANUELLE RAIL:

On a eu l'occasion d'en parler beaucoup, mais il y a beaucoup d'autorisations ministérielles différentes qui vont devoir être... venir chercher après le décret et elles ont toutes leurs exigences particulières. Et je crois qu'en effet, il y a beaucoup de chances qu'il y en ait quelques-unes d'entre elles, et je pense à celle pour l'exploitation des piscicultures, mais on va vérifier.

2110

LE COMMISSAIRE :

Oui, parfait.

2115

MARIE-EMMANUELLE RAIL:

Je pense qu'elle a des conditions de fermeture, en effet. On va vérifier.

LE COMMISSAIRE :

O.K., vous allez nous revenir. Parfait, merci.

MÉLINA LANGEVIN:

Bien, si vous me permettez, en fait, d'ajouter – excusez-moi, Mélina Langevin, ministère de l'Environnement – les sites aquacoles en général sont visés à l'annexe 2 de l'article 40 du Règlement sur les exploitations en fonction de leur impact de l'environnement. Ça veut dire qu'en cas de cessation d'activités, ils doivent faire une demande auprès du ministère de l'Environnement, déclarer, dans le fond, que l'activité cesse et nous, on peut mettre des mesures de cessation prescrites pour justement le démantèlement et la fin.

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Donc, vous allez nous revenir avec le détail de ce qui pourrait se retrouver dans les autorisations ministérielles relativement au site en fin de vie, si on peut dire.

Your next question?

JORDAN EVANS:

Thank you. No, that's it, that's good.

LE PRÉSIDENT :

You're good?

JORDAN EVANS:

Yes.

LE PRÉSIDENT :

Thank you very much.

JORDAN EVANS:

Thank you.

**MUNICIPALITÉ DE PORTAGE-DU-FORT
NICOLE THOMPSON**

LE PRÉSIDENT :

We have Nicole Thompson, I think she is online. Welcome, Ms. Thompson. Yes, we see you and we hear you.

NICOLE THOMPSON:

Oui, bonjour. Je tenais à participer, j'avais juste fait le tour un peu depuis hier et il me reste peut-être une petite question. Donc, je suis Nicole Thompson et en ce moment, je vais vous départir un peu ma partie personnelle puis la partie de représentante de la municipalité.

Alors, dans ces deux volets-là, du côté personnel, c'est sûr que c'est un projet qui m'a beaucoup enthousiasmée à première vue. Les retombées économiques, on a parlé aussi comme quoi on gérait bien les... bon, les points plus négatifs. Et puis du côté aussi, on a parlé des retombées économiques pour les taxes municipales à Litchfield, pour les emplois, pour tout, tout, tout ça. Ça, c'est beau, du côté personnel, c'est ça.

2185 Du côté de la municipalité, on a des inquiétudes et puis on a parlé de retombées économiques, mais on n'a pas parlé, puis là, c'est une question, quels coûts vont être engagés par les différents acteurs : la MRC, les municipalités, quels coûts vont être engagés pour ce projet-là? Donc, parce que nous, bien, je sais que Portage ne recevra pas de taxes municipales, par contre on est probablement plus près du projet que Litchfield.

2190 Il y a aussi la question de... on a parlé d'hébergement. Il y avait toutes sortes de besoins, là, que j'avais posé, l'hébergement ça en est un. Quand est venu le temps de faire Smurfit-Stone ou même avant ça, eux avaient promis une subdivision qui devait être à Portage, puis finalement c'est allée à Bryson. Donc, c'était une inquiétude à ce moment-là.

2195 Donc, c'était cette question-là. Quels coûts ça va engager, disons, à la municipalité de Portage. Et pour terminer, ma dernière question...

LE PRÉSIDENT :

2200 Bien, on va commencer par votre première question pour ne pas qu'on les oublie, on va aller une à la fois.

NICOLE THOMPSON:

2205 O.K.

LE PRÉSIDENT :

2210 La première, dans le fond, est-ce que quand vous dites quels coûts sont engagés, est-ce que c'est des coûts directement associés à votre municipalité ou en général, au niveau municipal?

NICOLE THOMPSON:

2215 Bien, des coûts de n'importe où, là. Oui, oui, la MRC, elle va s'engager à quoi, puis après ça, jusqu'au...

LE PRÉSIDENT :

2220 O.K. Parfait. C'est bon. Alors, je pense que cette question-là est dirigée vers la MRC et son porte-parole, monsieur Lafleur. Donc, à la question de madame Thompson, quels sont, selon vous, les coûts qui seront engagés pour accueillir ce projet-là à l'échelle de la MRC, si vous les savez?

TERRY LAFLEUR :

2225 Oui, Terry Lafleur, MRC de Pontiac. En ce moment, non, je n'ai pas de coût par municipalité pour la MRC. Ce n'est pas nous autres qui construisons, ce n'est pas notre projet. Pour les plans par après, pour les bâtiments, résidences ou quoi que ce soit, bien, écoute, ils nous approcheraient, Samonix, ensemble, peut-être qu'on pourrait travailler ensemble, mais je ne peux pas te donner un coût en ce moment, s'il y en a, même.

2230

LE PRÉSIDENT :

2235 Très bien. Mais, peut-être, quand un gros projet comme ça arrive dans une région, là, comment vous fonctionnez pour effectivement essayer de voir comment se situent les retombées, quels sont les coûts associés, est-ce qu'il va falloir avoir du logement? Est-ce que c'est de la responsabilité de la MRC de planifier l'arrivée d'un développement comme celui-là et, effectivement, s'assurer que des retombées puissent être les plus importantes possible? Et j'imagine, aussi, que les services, qu'un apport d'employés comme ça puis le développement économique qui suit...

2240

TERRY LAFLEUR :

Oui.

LE PRÉSIDENT :

2245

Donc, j'aimerais ça savoir un petit peu, là, puis c'est en lien avec la question de madame Thompson, comment ça se planifie tout ça du côté de la MRC?

TERRY LAFLEUR :

2250

Bien, ça se planifie ensemble avec le promoteur et le restant de la MRC, les municipalités. On a des études à faire : qu'est-ce qu'on pourrait construire, qu'est-ce que Samonix est prête à faire avec nous autres?

2255

Les retombées économiques, honnêtement, oui, les études ont été faites sur le plan d'affaires, c'est quoi les partenaires qu'on pourrait rentrer ici pour élargir le projet comme tel, c'est quelle sorte d'autres business qu'on pourrait rentrer pour les supporter, qui qu'on pourrait aller chercher, les retombées économiques pour notre main-d'œuvre locale.

2260

Oui, il y en a plusieurs. On en a fait, comme je dis, on a fait des études définitivement sur le plan d'affaires. Est-ce que c'est une bonne chose pour nous autres? Oui. Est-ce qu'on est prêt pour travailler avec eux et d'autres partenaires pour améliorer notre situation? Absolument. Écoute, I don't want to put the cart before the horse, en ce moment, mais c'est des retombées économiques, c'est évident, là.

2265

LE PRÉSIDENT :

Oui. Mais donc...

2270

TERRY LAFLEUR :

On va être mieux qu'on est.

LE PRÉSIDENT :

2275

... c'est des choses qui sont à venir plus dans les stratégies détaillées.

TERRY LAFLEUR :

2280

Absolument. On est une équipe de commissaires, de neuf commissaires, on a deux spécifiquement qui travaillent avec eux en tant que plan, puis plan d'affaires, qu'est-ce qui arrive, qu'est-ce qui s'en vient.

LE PRÉSIDENT :

2285 C'est bon. Mon collègue a une question.

LE COMMISSAIRE :

2290 Juste pour compléter, là, avec monsieur Farley, je sais que vous avez quand même répondu en partie tantôt à la question en termes, pour ce qui est de la pression sur les infrastructures municipales, puis en même temps, j'en profiterais, en termes d'hébergement pour les employés, les nouveaux employés qui sont prévus, y voyez-vous peut-être un enjeu à ce niveau-là ou pas vraiment?

2295 **MATHIEU FARLEY:**

2300 Oui, puis je vais essayer de parler un peu plus large de la question, là. Moi, dans mon travail de tous les jours, moi, je surveille des projets d'infrastructures d'envergure pour l'appareil public fédéral et provincial, donc des projets de 100 M\$ à 10 G\$ et plus. Il y a toujours des analyses d'impact au niveau des coûts que les services publics doivent engager pour soutenir ces projets-là.

2305 Dans le cas de Samonix, comme j'ai dit tantôt, on est... on ne sera pas relié, il n'y a pas des investissements à faire de la municipalité de Litchfield, c'est municipal ici, pas la MRC, pour soutenir les activités de Samonix. On va avoir un champ septique commercial, on va avoir notre prise d'eau pour nos installations, puis l'électricité c'est à peu près réglé, puis ce serait avec Hydro-Québec, puis on va payer les frais qui sont reliés à l'aménagement de la ligne de Bryson jusqu'à notre site.

2310 Les coûts, au niveau local, encore là, on parle d'une centaine d'employés. Il y a plusieurs municipalités autour de Litchfield, donc j'estime qu'une majorité de ces employés-là serait dans certaines de ces municipalités-là. Ces personnes-là vont venir peut-être en famille. Il va y avoir un impact un peu sur les écoles, éventuellement sur les soins de santé, puis encore là, on ne parle pas d'amener 500 employés qui vont vivre à Litchfield dans les prochains cinq ans.

2315 Donc, s'il y a 50 à 70 % de ces employés-là qui vivent dans les différentes municipalités, c'est quand même une absorption qui est raisonnable. Il va y avoir de la prévisibilité sur ces emplois-là

aussi, donc il va y avoir une période de construction. Il va y avoir une pression, probablement pendant la construction, sur le logement.

2320 Donc nous, avec les municipalités qui ont désiré discuter avec nous, parce que ce n'est pas toutes les municipalités qui ont voulu s'asseoir avec nous pour jaser dans les dernières années, mais on a regardé des sites, on a identifié des terrains possibles avec lesquels on pourrait construire du logement.

2325 Moi, je suis un développeur immobilier, donc le principe de base dans le développement immobilier c'est que le développeur assume les frais d'infrastructures et les frais d'investissement qui sont requis au niveau des installations. Donc, on n'est plus dans les années 60, là, où on recevait des rues desservies gratuitement de la ville, et puis on va avoir des projets, idéalement qu'on va être capables de mettre de l'avant avec les municipalités avec qui on est capable de coopérer pour faciliter ce genre d'installation là, puis favoriser l'installation de résidents qui vont payer des taxes, 2330 qui vont amener de l'économie aussi dans ces municipalités-là.

 Il va avoir des logements temporaires qui vont être requis. On va devoir en avoir sur le site. On va avoir du monde à l'extérieur du pays qui vont venir surveiller les installations, il va falloir avoir des logements temporaires sur le site, mais il va y en avoir à l'extérieur aussi.

2335 Juste aujourd'hui et hier, c'était compliqué pour la région d'accueillir une trentaine de personnes pour le BAPE. Je ne sais pas si vous avez essayé de réserver dans des hôtels, mais il y a du monde à Renfrew, il y a du monde à Amprior. Il y a du monde qui sont allés coucher à Gatineau. Ça fait qu'il va y avoir un besoin d'installation hôtelière juste pour – il y en a besoin, point. 2340 Puis c'est sûr qu'un projet comme nous va amener ça, mais c'est ces autres projets-là qui vont venir, ils vont amener de l'activité économique, ils vont payer ultimement leurs propres frais, puis ça va être en construction au fil du temps.

 C'est parce que, encore là, on n'apporte pas 500 personnes à Litchfield dans deux ans, là. 2345 Ça fait qu'il y a quand même beaucoup d'éléments connexes puis on a eu quand même beaucoup de discussions à ce stade-ci, peut-être un peu avec la MRC, mais plus avec les municipalités au niveau du logement.

2350 **LE COMMISSAIRE :**

Lesquelles municipalités, là? Je veux dire, les principales municipalités où vous avez discuté, vous avez eu des discussions là-dessus?

2355 **MATHIEU FARLEY:**

Bien, on a eu des discussions, on a eu des discussions dans la région de Shawville et Campbell's Bay.

2360 **LE COMMISSAIRE :**

Merci.

2365 **LE PRÉSIDENT :**

On va revenir à madame Thompson, vous êtes toujours avec nous?

NICOLE THOMPSON:

2370 Oui, oui. Dans les choses qu'il va avoir besoin, des marchés d'alimentation, s'il vous plaît.

LE PRÉSIDENT :

Très bien.

2375 **NICOLE THOMPSON:**

Il y en a un à Shawville, petit, puis un... même nous, il faut aller à Renfrew, là. Donc, c'est dans les petits détails.

2380 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien.

NICOLE THOMPSON:

2385

Donc, et pour terminer...

LE PRÉSIDENT :

2390

Avez-vous une deuxième question?

NICOLE THOMPSON:

2395

Oui, oui, pour terminer. On a parlé tantôt, madame Sylvia a parlé d'un comité de citoyens ou de personnes, qui serait consulté régulièrement à l'approche du projet. Nous, on est conscients, comme municipalité, oui, on a des inquiétudes, mais on est conscients que le projet, si le BAPE décide, si le Ministère décide que ça va de l'avant, il va falloir qu'on travaille ensemble.

2400

On ne s'est peut-être pas assis avec Samonix à date à cause de différentes choses, mais on n'aimerait pas non plus être pénalisés parce qu'on ne s'est pas assis avec Samonix. On est prêt à travailler ensemble si le Ministère décide que c'est un projet qui est valable et...

LE PRÉSIDENT :

2405

Vous êtes rendue un peu dans la position que vous allez nous partager dans un mois, quand vous nous dites ça. Peut-être, y aller vers la question, oui?

NICOLE THOMPSON:

2410

Oui. Je voulais savoir si monsieur Farley était, il ne semblait pas vouloir de citoyens, mais plutôt des représentants d'entreprises dans un comité éventuel, je me demandais s'il était d'accord à avoir, peut-être un représentant, un conseiller municipal de la municipalité si pas des citoyens. C'est ma question.

2415 **LE PRÉSIDENT :**

C'est bien. D'ailleurs, je voulais juste vous dire, vous avez dit en quelque part, si le BAPE décide, mais comme je l'ai mentionné au tout départ, c'est le gouvernement qui va décider.

2420 **NICOLE THOMPSON:**

Oui, oui, je l'ai dit après, oui.

2425 **LE PRÉSIDENT :**

On est tout simplement, on donne des conseils, des avis au gouvernement qui lui décide.

2430 Monsieur Farley, à la question, je pense que ce que je comprends, c'est qu'il y a peut-être un intérêt de la municipalité ou de certains citoyens de participer, dans le fond, aux discussions que vous avez avec, groupe par groupe, si on peut dire, là. Je vous invite peut-être à réagir à la question de madame Thompson.

MATHIEU FARLEY:

2435 Oui. En fait, nous, on travaille avec tous les représentants publics. Donc, que ce soit des conseils... à tous ceux qui veulent parler avec nous, là. Ce n'est pas tout le monde qui était désireux de s'asseoir avec nous, là, mais ça fait qu'on parle avec tous ces gens-là pour discuter des préoccupations puis voir comment on intègre ces choses-là.

2440 Ça fait que ces groupes-là démocratiques, puis dans le Pontiac on est, quoi, 18 000 habitants, il y a 18 municipalités, il y a 18 conseils, il y a quand même une très bonne représentation démocratique au sein des institutions établies.

2445 Ce n'est pas une coopérative, Samonix. Naturellement, s'il y a des investisseurs qui veulent investir, il va y avoir une place à la table pour prendre plein de décisions, mais on veut avoir quand même un processus d'engagement avec les communautés, avec le public, puis c'est sûr qu'on va d'abord avoir les discussions avec les représentants officiels, mais on est disposé à avoir des rencontres régulièrement, écouter les communautés.

Puis mon collègue Rémi avait des points qu'il voulait ajouter parce que je pense qu'il y avait des choses qu'on avait peut-être prévues à cet effet-là.

RÉMI BERTRAND :

Oui. Rémi Bertrand, Samonix. Bien, en fait, on avait ciblé, du début, certains acteurs plus stratégiques que d'autres pour les premières conversations, et puis la première visite officielle qu'on a faite dans le Pontiac, on avait invité d'ailleurs ces acteurs-là municipaux, qui était la municipalité hôte, Litchfield, bien évidemment, mais de l'autre côté de la rivière du site, c'est partiellement l'Ontario, mais c'est partiellement également la municipalité de l'Île-du-Grand-Calumet, donc qui avait été invitée à participer à une première session d'information pour leur dire, si vous entendez parler de Samonix qui s'en vient s'implanter, voici ce qu'est le projet, et vous pouvez tout de suite commencer à nous poser des questions parce que vous êtes les représentants des citoyens.

Et on avait évidemment invité Portage-du-Fort également parce qu'ils étaient justement à proximité, puis on comprend, par le niveau de questions aujourd'hui, qu'on avait quand même assez bien ciblé ce public cible.

Donc, cette démarche-là va se poursuivre, et plus spécifiquement, on prévoit ce qu'on appelle un comité de liaison. Le comité de liaison est obligatoire par rapport à la sécurité publique. Donc, le directeur de la sécurité publique de la MRC de Pontiac, monsieur Julien Gagnon, nous a déjà expliqué ce qu'il s'attendait comme implantation du comité de liaison et, typiquement, la délégation du schéma de couverture de risque en incendie sur le territoire est donnée à la MRC, donc c'est pour ça qu'il siège là, puis c'est lui qui coordonne ces activités.

Et, puisqu'on est desservi au niveau des mesures d'urgence par la municipalité de Litchfield dans le cas d'un incendie, par exemple, bien, il y aurait le représentant de la sécurité publique, le chef pompier, je pense qui est à ce poste-là, chez Litchfield, qui en ferait partie.

Si, à ce moment-là, monsieur Gagnon, au niveau de la MRC, jugeait qu'il serait opportun d'élargir certains membres de comité ou, de notre propre chef, quand on sera arrivé là, bien évidemment, là, mais c'est prévu d'avoir ce comité-là. Et, comme monsieur Farley disait, ce n'est pas forcément un comité de citoyens, mais c'est un comité d'acteurs publics qui ont des responsabilités. Donc, c'est avec eux qu'on travaille avec un mandat spécifique, là.

LE PRÉSIDENT :

2485 Très bien, merci. Donc, ce que je comprends, c'est que dans le fond, vous avez, jusqu'à maintenant, privilégié des relations directes plus avec les acteurs, les parties prenantes comme les municipalités, et c'est ce que vous envisagez faire aussi par la suite. C'est ce que j'entends de votre réponse. Très bien, merci beaucoup.

2490 Le registre est fermé. Je vais juste le confirmer.

LINDA DAVIS

2495

LE PRÉSIDENT :

Donc, on va passer maintenant – donc, on ne peut plus s'y inscrire – on va passer à madame Davis, Linda Davis.

2500

LINDA DAVIS:

2505 Bonjour encore. Je voudrais savoir, juste à côté – right beside where Samonix is going, there was a facility that was called Uteau, U-T-E-A-U, it was registered. And when I was looking through Mr. Farley's list of corporations that are in his name, it recently has been purchased.

2510 This was a facility that was processing septic tanks and they were taking it, and they were putting the human excrement on the ground and the neighbours in Calumet were having a difficult time with this, so they were actually – and some of the pooling was going into the leftover pool that was part of Smurfit in the past.

2515 So, during my search of corporations I found that in fact the new owner of Uteau is actually Mr. Farley, and I'm wondering, specifically when I asked the question at the last hearing, what kind of remedial action would you be taking for an emergency, a catastrophic situation, they now have O-L-Y-S has not put out a poster that basically says that they are experts in soil remediation and emergency water cleaning.

2520 So, my question is, through you, is to Mr. Farley. Why did he not reveal the fact that he has actually purchased this company and the fact they're claiming that they have expertise in remediation of soil and water? And could you give me any more information about how this company is functioning and if in fact they've ever – they have a 24/7 emergency number to call.

LE PRÉSIDENT :

2525 I hear a question on your side, it's not specifically about the project, it's about the fact that – I understand that...

LINDA DAVIS:

2530 Well, it's connected because he's going to say that he has facility – he keeps brushing it off saying, I have people in place.

LE PRÉSIDENT :

2535 We're not going to all of Mr. Farley's business because I think he has a few, from my understanding...

LINDA DAVIS:

2540 18, yes, registered.

LE PRÉSIDENT :

2545 And he is allowed to do that, but how does... could you tell me how this relates specifically to the project that we are discussing?

LINDA DAVIS:

2550 Let's say there was a catastrophic problem, if in fact this is a paper company that existed, and only that was incorporated last August, will he sustain, will the review of the panel here be able to look at the track record? Has it been in actual operation and, in fact, would it be part of a solution if

in fact there was a situation of a catastrophic nature that would require soil remediation or the – it went it massive amounts of spoiled elements to the water?

LE PRÉSIDENT :

Where, are you talking about Samonix right now?

LINDA DAVIS:

It's right next door.

LE PRÉSIDENT :

No, I understand, but are you talking about the Samonix project or the other facility?

LINDA DAVIS:

Yes, he owns both, so just does he just deploy, call himself and say, I've got a problem and, you know, send my team in to fix it, and who are his team. That's what I'd like to unearth.

LE PRÉSIDENT :

Pouvez-vous répondre à ça, Monsieur Farley?

LINDA DAVIS:

You're on the hot seat.

MATHIEU FARLEY:

I don't think I'm on the hot seat, but I mean, so I'll do some explanation. So, there is a company beside our site that has been operating for ten years, and the people that started this company sold it to someone in January 2025, and that person renamed the company Olys Canada.

2585 And that company was having, within 10 months, started to have, like, significant financial difficulties, and it was – a receivership named by the judge, by the Court, was assigned, and they decided to sell the company or the asset.

2590 It was a bid process. And it's right beside our site, and we wanted to have a certain control of our environment. We did not like the smell, in particular, of the facility for our production, so we submitted a bid, as part of our bidders, and our bid was successful.

2595 So we did not buy Olys; all the branding and the wording around, like the company, I mean, so all the wording and the branding is the older – the person who bought the company in 2025 who did that, so right now, we have taken ownership of that a month ago, and we are just trying to repair some of the broken elements that... because they didn't have any money, so, you know, buy a bit new equipment, we hired a few people and we're trying to figure out, you know, the way forward with this company.

2600 But there's, at the moment, actually, no intention to use any of that facility, which is mostly the old paper mill water treatment facility. The type of water treatment system that we are going to be using is quite different, and there is no interaction between the water treatment at the moment, and we don't see how there could be some, but it is my next-door neighbour and I wanted to guarantee a certain environment for our production, and so we did purchase that. And that's what I have to say.

2605
LINDA DAVIS:

2610 Thank you. And then my next question, it has to do with partners are – basically, we're saying we're looking at Norwegians to come in, but aren't there strict rules about privatization of water resources for profit, and would not this trigger some of the elements of foreign ownership and how you would deploy staff and all the expert help that you would need to bring to operate a half-billion-dollar corporation?

2615 I was wondering if I could have some explanation as to how... what are the rules on foreign ownership? Would BAPE be looking into this sort of thing in terms of how – how the workforce would be deployed here at the senior levels and what is the plan of Samonix in this regard?

LE PRÉSIDENT :

Okay, that's many questions in what question.

LINDA DAVIS:

I know, I can't – I tried to...

LE PRÉSIDENT :

We'll try to deconstruct that a little bit and go one by one. The first thing, you talked about ownership.

LINDA DAVIS:

Yes. Foreign ownership.

LE PRÉSIDENT :

So, I can ask directly about the Samonix project, is it local or international ownership?

MATHIEU FARLEY:

I am Canadian, and I am the majority shareholder at the moment, and we'll see where things will be at the end. We will need someone who takes a significant part of the company that has salmon aquaculture expertise. We don't know to what extent, what that percentage is going to be, and I don't know the rules about foreign ownership, I have been – I haven't identified this as a risk element on my radar from a government or Canadian regulation's perspective. But I'm not sure it relates to the environment.

LE PRÉSIDENT :

Maybe, je vais demander peut-être une question au ministère de l'Environnement pour essayer de voir s'il y a une façon d'y répondre.

2655 Est-ce que, par exemple, pour les projets de nature comme celui de Samonix, qui ont des investisseurs étrangers, est-ce qu'il y a des règles particulières qui font en sorte... parce qu'ils viennent chercher de l'eau, je ne pense pas que vous allez embouteiller votre eau, là, mais qui viennent donc utiliser de l'eau. Est-ce qu'il y a des règles particulières, êtes-vous au courant de ça? Par exemple, chez des compagnies étrangères qui utilisent de l'eau pour produire, c'est un peu la question qui nous est posée, est-ce qu'il y a un encadrement réglementaire autour de ça?

2660 **MÉLINA LANGEVIN:**

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Par contre, je ne connais pas la réponse, je vais devoir regarder plus en détail là-dessus sur... s'il y a quoi que ce soit.

2665 **LE PRÉSIDENT :**

Qui s'applique au projet, bien entendu.

2670 **MÉLINA LANGEVIN:**

Exactement.

LE PRÉSIDENT :

2675 Très bien, merci beaucoup.

LINDA DAVIS:

2680 Okay. So, as long as it's flagged. Merci.

LE PRÉSIDENT :

Thank you.

CATHY FOX

LE PRÉSIDENT :

2690

On a madame Cathy Fox – we have Cathy Fox on the phone, I believe?

CATHY FOX:

2695

Do you hear me?

LE PRÉSIDENT :

2700

Yes, we do.

CATHY FOX:

2705

Okay. I'm back to the question about nutrients in the water, and this is relating to the fact that there was a warning issued this summer about cyanobacteria in the nearby waterbody where recreation happens, like, and so, I am asking whether the regulating authorities are taking into account the increase prevalence of this kind of bacteria which is influenced by climate change, and also the level of phosphorus and nitrogen coming into it, and how they will assure us that we won't be losing our water recreation ability up above the dam as this is the big drawing card for our community.

2710

LE PRÉSIDENT :

2715

Thank you. Thank you very much for your question. Donc, pour le Ministère, donc semble-t-il qu'il y aurait un épisode de cyanobactéries dans la rivière, je ne sais pas si c'est à proximité, je ne sais pas si vous êtes au courant de ça, peut-être qu'on pourra vérifier avec d'autres plus localement, mais la question étant, est-ce que vous considérez justement l'accroissement d'épisodes, de tels épisodes qui sont souvent liés aux changements climatiques, dans vos analyses?

2720

Et aussi, je pense qu'ici il y a une préoccupation sur les activités récréatives et comment, dans le fond, notamment au niveau d'émissions, au niveau des OER et puis de toute votre analyse,

vous prenez en considération ces deux facteurs-là, le fait qu'il y a effectivement des activités récréatives et le fait aussi qu'il y a des épisodes de cyanobactéries, des problèmes de cyanobactéries dans l'eau?

2725 **MÉLINA LANGEVIN:**

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Par contre, je vais commencer avec la partie récréotouristique avant de laisser ma collègue Armelle Simo aussi compléter pour les changements climatiques et l'état de la rivière.

2730 **LE PRÉSIDENT :**

Oui.

2735 **MÉLINA LANGEVIN:**

Pour ce qui est du récréotourisme, nous, au ministère de l'Environnement, quand on reçoit l'étude d'impact, on regarde avec aussi le ministère du Tourisme, s'il y a des impacts d'activités de Samonix sur la rivière qui pourraient impacter les activités récréotouristiques, la chasse, la pêche, etc., et ils n'ont soulevé aucune préoccupation lors de nos consultations avec eux. Donc, pour nous, ça ne semble pas être un point préoccupant.

2740 Maintenant, pour ce qui est de l'état de la rivière, par contre, je vais laisser ma collègue Armelle Simo répondre.

2745 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien. Donc, elle va se connecter.

2750 **Mme ARMELLE SIMO :**

Armelle Simo du ministère de l'Environnement.

LE PRÉSIDENT :

2755

Bonjour.

ARMELLE SIMO :

2760

Je confirme – allô?

LE PRÉSIDENT :

2765

J'ai dit simplement, bonjour.

ARMELLE SIMO :

Bonjour. Arielle Simo du ministère de l'Environnement. Je confirme...

2770

LE PRÉSIDENT :

Bonjour.

ARMELLE SIMO :

2775

Allô?

LE PRÉSIDENT :

2780

J'ai dit simplement, bonjour.

ARMELLE SIMO :

2785

Bonjour. Armelle Simon du ministère de l'Environnement. Je confirme que le phosphore est effectivement un paramètre qui a été pris en compte dans les objectifs environnementaux de rejet. Ça fait que nous avons déterminé spécifiquement un OER, un objectif environnemental de rejet,

pour le phosphore, qui prend en compte l'ensemble des rejets contenant ce contaminant-là dans la rivière des Outaouais.

2790 C'est-à-dire qu'on a tenu non seulement compte de l'effet que pourrait avoir le rejet du projet Samonix lorsqu'il sera opérationnel, mais également l'ensemble des eaux de rejet qui sont présentes dans la rivière des Outaouais.

2795 Ça fait que concernant la problématique de développement de cyanobactéries, il faut se rappeler, comme mon collègue Victor Duchesne l'a dit hier, les modélisations qui ont été faites, tant du côté du promoteur que du côté du ministère de l'Environnement, démontrent que les contaminants restent dans le chenal principal du lac du Rocher-Fendu. Ça fait qu'il n'y a pas de contaminants, en l'occurrence le phosphore, qui s'accumulent dans la Baie Miller qui est un peu en aval du rejet.

2800 Ce qui fait que ça, ça aurait été une des conditions qui pourraient faire en sorte qu'on ait une prolifération de cyanobactéries. Donc, ça, c'est rassurant de notre côté pour ce contaminant-là. Il y a très peu de probabilités qu'il y ait cette problématique-là dans ce coin de la rivière des Outaouais.

2805 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien, merci. Donc, que cette problématique-là soit reliée dans le fond au rejet de Samonix.

2810 So, Ms. Fox, do you have a second question? Are you still there?

CATHY FOX:

2815 Yes. She didn't mention the factor of climate change, the increase peak and the lower water in the assessment.

LE PRÉSIDENT :

2820 So, let me ask directly this aspect. If it was not answered, I'll make sure it is.

Madame Langevin, est-ce que, dans le fond, vous tenez compte des changements climatiques et de ses impacts sur la quantité de phosphore des épisodes de cyanobactéries? Est-ce que cette dimension des changements climatiques est prise en compte dans ces analyses?

2825 **MÉLINA LANGEVIN:**

Normalement, pour le calcul des OER, oui.

2830 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien, merci. Next question, Ms. Fox, if you have one?

CATHY FOX:

2835 Me?

LE PRÉSIDENT :

2840 Yes.

CATHY FOX:

Okay. Well, it would be nice to see how close to the level this data is from Samonix. Will it be on the website that's going to be provided for that they talked about?

2845 **LE PRÉSIDENT :**

2850 We will have a presentation, well we have a few – after we go through the question period, we have our own questions and we've asked a presentation specifically on that subject and if you stick around, you will be able to see it, maybe not on the phone, obviously, but if not, this presentation will be on the website.

CATHY FOX:

2855 I am online, but not with my video, yes.

LE PRÉSIDENT :

2860 Okay, so you will be able to see that presentation in a few minutes.

CATHY FOX:

Yes.

2865 **LE PRÉSIDENT :**

Thank you.

CATHY FOX:

2870 Thank you.

2875 **LAND, WATER AND ANIMALS ADVISORY COMMITTEE**
MARIETTE BUCKSHOT

LE PRÉSIDENT :

2880 Nous avons Mariette Buckshot. She is our last participant with questions, welcome.

MARIETTE BUCKSHOT:

2885 Okay. Mariette Buckshot (Algonquin language). Hi, my name is Mariette Buckshot, I am from
Kitigan Zibi Anishinaabeg, Québec. I am a Land, Water and Animals Advisory Committee
coordinator.

We met with Samonix, Rémi and his partner a couple of months back. They did the presentation with us, and like the municipalities around locally, they have questions, so do we.

2890 One of them is we still have to have our community consultation, okay, but my main question is when it comes to impact assessments and the continued studies of the water and the land, how do you feel about separate entities going in and doing their testing?

2895 So, I'll give you an example. We have land guardians. How do you feel about the land guardians and doing our independent studies to check on the water quality and also the land quality? And if your tests and our tests match, then we know everything is good. How do you feel about independent studies being done by, let's say, Kitigan Zibi's guardians, or the biologists?

LE PRÉSIDENT :

2900 Mr. Farley? The question is quite clear.

MATHIEU FARLEY:

2905 Yes. Thank you, so Mathieu Farley, Samonix. So, we've been working with Ottawa Riverkeeper and we engaged with Kitigan Zibi as well in the last two years, and we have actually been quite open to working with these organizations to ensure that – and we've had discussions with representatives from the Community about coming on site and doing testing on our site and working with them.

2910 So, I think we're very open to working with these organizations, and Rémi has been more involved and has visited a few times, and is in continuous discussions with them, so maybe Rémi Bertrand has something else to add.

2915 **RÉMI BERTRAND:**

2920 Yes, Rémi Bertrand, Samonix. So, yes, to the direct question that was asked, Samonix is very open to have independent or members of the team of Kitigan Zibi to come to the site, and we would extend the invitation, if there's any ceremonial traditions that would need to be done before the official construction or opening of the site, we welcome that invitation also.

MARIETTE BUCKSHOT:

2925 Perfect. And my second question is, my elder back home says that salmon is not, is not native to our waters, and I know the salmon is not going to be in our waters, it's going to be in your tanks, right? Is there a possibility in the future if you guys are working on making a salmon farm – we do have fish that are natural to our habitats, we do have fish that are going extinct or their species is at risk – is there a possibility that you could work with the indigenous of Canada in creating farms to restock our natural fishes?

2930 Because salmon really is not natural to our lands, but it is good fish to eat, I do agree, right? But, I mean, we're losing our natural fishes, like for example walleye, maybe trout, pikes, those kinds of fishes. Are you willing to put something into that or create another fish farm to restock our natural fishes in our waters without disturbing the ecosystems? "Migwech". Thank you.

2935 **LE PRÉSIDENT :**

Mr. Farley?

MATHIEU FARLEY:

2940 Yes, so I don't know if we would do like another fish farm specifically for these species, but we have indicated that we will be working with you and around certain species where you have problems, and I think we had discussions about "l'anguille"?

2945 **MARIETTE BUCKSHOT:**

Yes. Yes, we did.

MATHIEU FARLEY:

2950 About eels, that was specifically raised, and we have decided to work with the parties because we need to do something to compensate our discharge pipe, and we would like to actually direct that research and those investments towards eels, because this was a specie that was problematic and you, guys, would like to have more of it.

2955 So, I think we're very open to work with you guys around the species that are more indigenous
to the area, and that would help, you know, the people around here, including the people in Kitigan
Zibi.

MARIETTE BUCKSHOT:

2960 Yes. Well, thank you so much. Eels, yes, are becoming extent due to Hydro-Québec hydro
and other issues on the waters and the lands. It was always our fish, you know. It may be scary
looking or "Ugh!", but we do have people that eat them and putting your efforts into that would be
accepted from our community.

2965 And just to let the municipalities know if someone wants to meet with Kitigan Zibi, feel free to
call us anytime. "Migwech". Thank you.

LE PRÉSIDENT :

2970 Thank you. Merci beaucoup.

2975 **QUESTIONS DE LA COMMISSION**

LE PRÉSIDENT :

2980 Donc, nous avons complété la liste des personnes sur le registre. Maintenant, nous allons
donc procéder à nos questions de la commission qu'on a retenues en bonne partie pour laisser la
place aux citoyens.

2985 On va commencer peut-être par la thématique de la surveillance et du suivi. Donc, il y a une
capsule que vous nous avez suggérée, je crois, et on va avoir quelques questions là-dessus, mais
on voudrait voir la capsule, puis on va donner aussi l'occasion peut-être aux gens dans la salle et
en ligne de pouvoir en prendre connaissance.

Donc, si vous voulez peut-être nous faire une courte présentation?

MATHIEU FARLEY:

Oui.

LE PRÉSIDENT :

Et puis après ça, on a quelques questions qui vont porter là-dessus.

MATHIEU FARLEY:

Donc, Mathieu Farley de Samonix. Je vais demander à Adèle Lamarche de UDA de présenter la capsule.

ADÈLE LAMARCHE :

Adèle Lamarche, Groupe Conseil UDA. Effectivement, je vais présenter la capsule, mais si mes collègues à la table ont des bonifications, des précisions à amener, je vous propose de les faire.

Donc, effectivement, c'est quoi la surveillance et le suivi? Les objectifs principaux c'est vraiment assurer la conformité réglementaire, donc dans le cadre du processus réglementaire, il va y avoir beaucoup de mesures d'atténuation qui ont été discutées avec le ministère de l'Environnement, des conditions de permis. Donc, c'est vraiment de s'assurer que toutes les mesures dont on a discuté sont mises en place, et efficaces, puis que tous les engagements qui sont pris également sont suivis.

Puis c'est aussi important d'intervenir rapidement lorsqu'on observe des non-conformités, notamment en construction, de réagir rapidement pour réduire les impacts.

Donc, le volet vraiment en construction, c'est important de comprendre qu'il va y avoir un surveillant en environnement qui va être mobilisé sur le site, puis son travail, ça va être vraiment de surveiller toutes les activités de construction.

Il va y avoir des formations, des sensibilisations faites aux travailleurs pour qu'ils sachent dans quel environnement ils travaillent, puis les mesures d'atténuation qu'ils doivent respecter. Donc, vraiment tous les travailleurs vont être responsables de mettre en place ces mesures-là.

Il va y avoir également des plans d'intervention et plans d'incident. Notamment, il peut toujours arriver des incidents, un déversement accidentel, un équipement qui rejette de l'huile, donc il y a des plans d'intervention qui sont mis rapidement en place pour confiner et récupérer les déversements et les autorités réglementaires sont mises au courant également.

LE PRÉSIDENT :

Peut-être, juste ralentir un tout petit peu.

ADÈLE LAMARCHE :

Oui, d'accord. Donc, c'est ça. Donc, au niveau de la surveillance, là, on surveille vraiment tout ce qui est la gestion des matières résiduelles, des carburants, la machinerie, la prévention des déversements.

Également, tout ce qui est érosion puis confinement des sédiments. C'est sûr que le site, lorsqu'il va être en construction, ça va être... il va y avoir des excavations, donc beaucoup de sols. Il va y avoir des barrières à sédiments qui vont être installées pour s'assurer que les sols ne se lessivent pas dans la rivière.

Puis donc, c'est ça. Tous les milieux, toutes les mesures vont être mises en place pour s'assurer de la protection de l'environnement.

Au niveau du suivi en opération, on en a parlé quand même beaucoup. Bon, je vais commencer par... donc, c'est ça. Donc, au niveau des opérations, c'est important, on l'a mentionné à plusieurs reprises, mais je pense que c'est important de vraiment comprendre que toutes les opérations de la ferme sont vraiment suivies en temps réel, 24/7. Il y a vraiment beaucoup de redondances dans les systèmes pour s'assurer qu'il n'y a pas de bris puis que les opérations sont fluides.

3060 Samonix est également tenue de compléter puis de mettre à jour, de manière régulière, beaucoup, beaucoup de registres. Ça peut être des registres sur les intrants dans la ferme, registres sur les poissons, les œufs, les matières résiduelles, donc vraiment, toutes les activités de la ferme sont vraiment très, très bien documentées, puis les gens de la ferme puis le ministère de l'Environnement ou du MAPAQ peuvent avoir accès à ces registres également.

3065 Donc, on a parlé vraiment quand même beaucoup des objectifs environnementaux de rejet, qui est un des éléments cruciaux puis une des préoccupations qui est soulevée, vraiment le respect, là, des éléments qui sont rejetés dans l'effluent.

3070 Donc, il y a différents éléments qui sont déterminés par le Ministère. Ce qui est important de savoir, c'est qu'il va y avoir de l'échantillonnage hebdomadaire des effluents. Donc, les éléments chimiques qui sont dans l'effluent, il va y avoir des suivis, également, mensuels, sur la toxicité de l'effluent. Donc ça, ce sont des microorganismes, pour s'assurer qu'il n'y a pas d'impact, là. Donc, on le valide en laboratoire, puis des suivis également trimestriels sur la toxicité chronique.

Donc, ces trois niveaux de suivi là nous assurent vraiment qu'il n'y a pas d'impact dans la rivière puis que les organismes aquatiques, il n'y a pas d'impact également.

3075 Donc, voici les objectifs environnementaux de rejet. Ils sont disponibles dans la documentation déposée auprès du ministère de l'Environnement. Donc, vous voyez qu'il y a vraiment différents éléments qui doivent être suivis. Je n'irai pas à travers...

3080 Donc, au niveau de la prévention des accidents, comme on l'a dit, il y a beaucoup, beaucoup de mécanismes qui avertissent, qui suivent en temps réel toutes les activités, la surveillance automatisée, des alarmes. Donc, dès qu'on voit qu'il y a une défaillance dans le système, qu'il y a un bris, l'équipe est avertie. Il y a des mesures d'urgence qui sont mises en place, les systèmes sont arrêtés, il y a de la redondance – Fred l'a vraiment bien expliqué tout à l'heure – on peut diminuer la nourriture des poissons puis prendre action pour vraiment réparer la situation qui est arrivée.

3085 Puis, c'est ça, l'entretien programmé, donc s'assurer, s'assurer que les équipements soient conformes, donc qu'il y a vraiment de l'entretien régulier qui est fait dans toutes les installations de

la ferme. Puis il y a différents équipements, là, comme des génératrices de secours ou des panneaux solaires qui permettent une alimentation en électricité de manière continue.

Donc, pour les interventions en cas d'incidents, bon, c'est ça. Les employés vont être formés, vont être informés des divers incidents qui peuvent survenir, puis des mesures à mettre en place.

Il va avoir y beaucoup d'équipements d'intervention. Les types d'incidents, là, on parlait des bris d'équipements, mais ça peut être des feux, donc tout ça, c'est dans le plan de mesures d'urgence. Donc, tous les scénarios sont identifiés. Il y a les équipements requis pour intervenir rapidement, il y a des personnes qui sont formées, puis on applique le plan d'urgence rapidement.

Puis les intervenants du milieu, comme les pompiers ou les policiers qui peuvent être impliqués, puis comme Rémi l'a mentionné, il va y avoir des discussions au niveau de la sécurité publique avec les bons intervenants pour que notre plan de mesures d'urgence soit arrimé avec les procédures applicables au niveau régional.

Donc, le risque pour la population est relativement négligeable en fonction de la nature des activités qui sont prévues à la ferme, de la localisation du site qui est vraiment dans un secteur industriel, puis toutes les mesures de suivi puis d'intervention d'urgence qui vont être appliquées en construction et en opération.

Donc, rapidement, là, c'était vraiment un peu qu'est-ce qui se passe en cas de bris d'équipements, donc la détection, la surveillance automatisée, les systèmes d'alarme s'activent. En fonction de la situation, on met en place les mesures, donc l'arrêt de l'alimentation des poissons, l'activation du plan de mesures d'urgence.

On essaie de maintenir certaines opérations à la ferme. Comme je disais, la redondance des équipements, les bons intervenants vont être interpellés à participer à la réponse d'urgence. On répare les équipements, on communique aux autorités réglementaires, lorsque applicables, selon la nature de l'événement, puis rapidement on revient à un retour à la normale des opérations.

LE PRÉSIDENT :

Merci beaucoup. Mon collègue, Martin Lessard, a quelques questions pour vous.

LE COMMISSAIRE :

3125 Oui, c'est mon tour. Donc, bien, merci pour la capsule. Je vais aller du côté du ministère de l'Environnement. Ma première question, là, plus générale, on voulait juste vous entendre sur le programme de suivi qui a été proposé à votre niveau, est-ce que vous considérez que c'est complet? Y a-t-il des éléments manquants? Bref, avez-vous des commentaires à partager à ce niveau-là?

3130

MÉLINA LANGEVIN:

3135 Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Nous avons reçu tous les éléments du programme de surveillance, programme de suivi et plan de mesures d'urgence. Nous avons questionné sur la période de recevabilité, donc la période où on avait besoin d'informations, tous les éléments qui devraient... qui étaient parfois pour notre analyse, donc on les a reçus.

3140 On juge que c'est complet et pour l'instant, on est en train de faire l'évaluation environnementale. S'il manque certains engagements, on va les adresser auprès de Samonix, mais c'est encore, donc, en étude pour l'instant.

LE COMMISSAIRE :

3145 D'accord.

MÉLINA LANGEVIN:

Mais c'est complet.

3150

LE COMMISSAIRE :

3155 D'accord. Puis pour revenir au niveau des OER, pour boucler la boucle des OER, on a vu, bon, les calculs ont été faits, là, je vais quand même voir auprès de vous, au Ministère, là, est-ce qu'il en reste encore à calculer, des OER, ou tout est fait? Est-ce qu'il manque des éléments à ce niveau-là pour compléter ces calculs-là?

MÉLINA LANGEVIN:

Manquer des éléments, ça ne devrait pas.

3160

LE COMMISSAIRE :

Non? O.K.

3165

MÉLINA LANGEVIN:

Si le projet devait changer de manière quand même majeure, la prise d'eau pour une quelconque optimisation change d'endroit, à nouveau, il faudra les recalculer. Si le débit change aussi, ce sont des choses qu'il faudrait éventuellement recalculer.

3170

LE COMMISSAIRE :

O.K. donc, ce qu'on a au dossier là ce serait...

3175

MÉLINA LANGEVIN:

C'est la version à jour.

LE COMMISSAIRE :

3180

C'est les versions à jour, c'est ce qu'on voulait savoir.

MÉLINA LANGEVIN:

3185

On a soumis les OER au registre d'évaluation environnementale et ils sont donc consultables si les gens veulent les voir, c'est la dernière version à jour.

LE COMMISSAIRE :

3190 O.K. Je me permets une question – j'étais curieux de vous entendre sur la zone de mélange, là, la zone de mélange que vous aviez présentée dans l'OER, là.

MÉLINA LANGEVIN:

3195 Oui.

LE COMMISSAIRE :

3200 Puis là, on parlait d'une zone de deux mètres, ce qu'on a compris, pour les chlorures, pour atteindre le niveau, le 120 mg, c'est bien ça? Je me demandais juste comme elle était déterminée, comment vous la déterminiez, cette zone de mélange là, est-ce qu'elle peut bouger? Faites-vous un suivi par après pour voir finalement sous 10 mètres, sous... comment ça fonctionne?

MÉLINA LANGEVIN:

3205 Je vais laisser mon collègue Victor Duchesne répondre pour ces détails.

LE COMMISSAIRE :

3210 O.K., merci.

MATHIEU FARLEY:

3215 Juste une précision. La zone de mélange n'est pas déterminée dans les OER. C'est nous qui avons mesuré.

LE COMMISSAIRE :

3220 Oui.

MATHIEU FARLEY:

3225 Ça fait qu'on n'a pas reçu, il n'y a pas de zone de mélange prévue dans les OER. Puis, dans le fond, c'est nous, avec nos tests, qui avons établi que la zone était deux mètres avec notre dilution.

LE COMMISSAIRE :

3230 Oui.

MATHIEU FARLEY:

C'est un point que je voulais juste clarifier.

3235 **LE COMMISSAIRE :**

Oui, je comprends. À moins que vous, êtes-vous à l'aise, est-ce que c'est la même lecture que vous faites? Avez-vous fait des commentaires par rapport à... est-ce que c'est réaliste, dans le fond, ces deux mètres-là pour vous?

3240

MÉLINA LANGEVIN:

Je vais laisser quand même Victor y répondre.

3245 **LE COMMISSAIRE :**

O.K., c'est bon. Merci. Ma question n'était pas claire.

VICTOR DUCHESNE :

3250

Victor Duchesne, pour le ministère de l'Environnement.

LE COMMISSAIRE :

3255 Oui.

VICTOR DUCHESNE :

Non, mais votre question était claire, Monsieur le Commissaire.

3260 **LE COMMISSAIRE :**

Oui?

3265 **VICTOR DUCHESNE :**

Donc, je vais faire un tour rapidement de l'histoire de la zone de mélange. Elle est d'un maximum de 300 mètres pour le calcul des OER. Elle peut être de zéro mètre, comme mon collègue Gabriel l'avait mentionné hier, si on juge qu'il y a un enjeu particulier au niveau du point de rejet. Donc un enjeu si le point de rejet, par exemple, était situé en plein milieu d'une frayère, c'est un
3270 endroit où le poisson se reproduit, bien là, il y a un enjeu local immédiat qui aurait causé, finalement, que la zone de mélange aurait pu être réduite à zéro, ce qui aurait engendré des OER beaucoup plus contraignants.

Dans le cas de Samonix, ce n'est pas le cas. Donc, ils sont situés dans un endroit
3275 relativement... où on juge, nous, qu'on n'a pas l'information, mais l'information a été fournie dans l'étude d'impact qu'il n'y avait pas d'enjeu spécifique localement. Donc, à ce moment-là, on a été en mesure d'allouer notre 300 mètres maximal pour le calcul des OER.

Donc ça, c'est du côté ministériel, c'est ce qu'on a fait. Donc, nos OER sont calculés en
3280 considérant qu'après 300 mètres, le critère de qualité sur lequel on se base va être respecté partout au-delà de 300 mètres. Donc, c'est pour ça aussi que lorsqu'on parlait de la prise d'eau potable hier, qui est située beaucoup plus loin, nous, on s'assure qu'à l'intérieur de 300 mètres il n'y a pas de problème.

3285 Donc, le corolaire c'est qu'à plusieurs kilomètres, il ne devrait pas y avoir de problème non plus.

Ceci dit, l'étude qui a été produite par le consultant embauché par l'initiateur de projet, effectivement, eux, ils ont fait un travail, finalement, d'optimisation de leur système de rejet, de leur

3290 conduite, de leur émissaire, qu'on dit dans le jargon, et ils ont configuré leur émissaire afin de
s'assurer qu'il y ait un mélange maximal, de maximiser le mélange le plus rapidement possible afin
de minimiser leurs impacts.

3295 Donc, ils vont un peu au-delà, finalement, de la zone de mélange de 300 mètres que nous
on accorde. On pourrait dire qu'ils ont pris... qu'ils prennent les devants et qu'ils essaient de limiter
au minimum l'impact local en maximisant la dilution.

3300 Leur étude parle de 90 mètres. Donc, il y a aussi... plus proche, mais au-delà de 90 mètres,
leur étude dit que c'est essentiellement impossible de détecter la différence entre l'eau de la rivière
et leurs eaux usées, leur effluent.

Donc, nous, cette étude-là, bien, évidemment, on se fie sur l'étude fournie par le promoteur,
mais il y a une vérification à l'interne qui est faite.

3305 **LE COMMISSAIRE :**

Oui.

VICTOR DUCHESNE :

3310 On ne prend pas nécessairement ça pour acquis, pour du cash, comme on dirait.

LE COMMISSAIRE :

3315 C'est bon.

VICTOR DUCHESNE :

3320 Il y a une vérification qui est faite de notre côté, puis après ça, ça va, si on s'aperçoit que ce
n'est pas tout à fait exact ou qu'il y a des problèmes, on pourrait demander, si on va en autorisation,
un suivi ailleurs ou redemander des détails, disons, des précisions à une certaine approche.

J'espère que ça répond?

LE COMMISSAIRE :

3325

Oui. Oui, oui, c'est bien, merci. Puis pour les critères de qualité, je ne sais pas si c'est monsieur qui peut nous expliquer ça un peu, c'est quoi, qu'est-ce qu'on veut dire par le concept de critères de qualité qui sont appliqués à ce niveau-là?

3330

MÉLINA LANGEVIN:

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement, mais je vais laisser mon collègue, maintenant Gabriel Soumis-Dugas pourra expliquer les critères de qualité qu'on a, les différents critères.

3335

LE COMMISSAIRE :

D'accord.

GABRIEL SOUMIS-DUGAS :

3340

Bonjour, Gabriel Soumis-Dugas du ministère de l'Environnement. Donc, les critères de qualité, en fait, ce sont aussi des valeurs seuil qui sont établies avec une procédure qui est très différente. En fait, dépendamment, on pourrait prendre un exemple, là. Par exemple, pour un métal en particulier, disons le plomb, on veut savoir quelle est la concentration maximale de plomb qu'on peut avoir dans l'eau pour déterminer un critère, donc c'est ça.

3345

On a plusieurs critères, les critères vont viser à protéger des usages différents, donc ce ne sont pas les mêmes... par exemple, la baignade va être compromise par des coliformes fécaux, mais pas nécessairement pas d'autres types de contaminants comme les chlorures, pour vous donner un exemple, et puis... bon.

3350

Donc, c'est ça. Pour déterminer un critère de qualité, bon, ça dépend vraiment c'est quoi les usages qu'on a à protéger, mais par exemple, pour la vie aquatique, c'est basé sur des tests de toxicité. C'est-à-dire qu'en laboratoire, on va prendre des organismes, on va les exposer à différentes concentrations de contaminants et on va déterminer à partir de quand on observe un effet.

3355

3360 Le critère de qualité, c'est une valeur qui vise à protéger 95 % des espèces. Donc, pour déterminer un critère, ça prend un minimum de 20 espèces. On va tracer une courbe puis, finalement, on va aller sur notre courbe trouver le cinquième percentile puis ça correspond à la valeur qui protège 95 % des espèces.

Donc, voilà, c'est la façon dont on détermine un critère de qualité.

3365 **LE COMMISSAIRE :**

O.K., puis une fois, bon, éventuellement si Samonix était en opération, il y a des types de suivi qui sont faits quand même pour voir par exemple, je prends, par exemple pour l'effet sur le milieu aquatique, allez-vous, faites-vous des suivis à ce niveau-là par après durant l'exploitation?

3370 **GABRIEL SOUMIS-DUGAS :**

3375 Les suivis sont faits au niveau de l'effluent. On assume qu'avec les calculs qu'on fait, si l'effluent est conforme une fois qu'il va être dans la rivière... parce qu'on travaille toujours avec des scénarios pessimistes, donc on va travailler avec les conditions de dilution minimale, avec le pire scénario, on s'assure que tout est beau, puis après ça, on demande à l'entreprise de faire des suivis périodiques.

Dans le cas de Samonix, pour la majorité des contaminants, c'est mensuel.

3380 **LE COMMISSAIRE :**

3385 Et quand vous faites ces suivis-là au niveau de l'effluent, est-ce que c'est, comment on appelle ça, donc, le rejet... l'exigence de rejet quotidien, puis l'exigence de rejet moyen, est-ce que c'est comme ça que vous faites le suivi, qui est la norme qui s'applique à l'émissaire?

GABRIEL SOUMIS-DUGAS :

3390 C'est l'initiateur qui va prélever des échantillons, les faire analyser et transmettre ses résultats au Ministère. Les résultats peuvent être comparés par la suite, autant aux OER qu'aux normes. Là, ça, c'est vraiment, on parle d'avant le milieu récepteur, on est dans l'effluent.

LE COMMISSAIRE :

O.K., merci.

3395

GABRIEL SOUMIS-DUGAS :

Ça me fait plaisir.

3400

LE PRÉSIDENT :

Excellent, on va changer de thème. On va parler du panache de dilution et vous avez donc une présentation qui nous en a donné quelques petits éléments hier, on aimerait avoir la présentation complète sur ça, toujours avec un débit conforme.

3405

FRED BRISCO :

Voulez-vous qu'on présente le début, parce qu'il y a un petit peu une introduction.

3410

LE PRÉSIDENT :

Oui, allez-y, puis on a le temps.

FRED BRISCO :

3415

On a une petite introduction parce qu'on trouvait que c'était de l'information pertinente.

LE PRÉSIDENT :

3420

O.K.

FRED BRISCO :

En passant, c'est Fred Brisco qui parle.

3425

LE PRÉSIDENT :

Très bien. Merci.

3430 **FRED BRISCO :**

Alors, « Contenu ». On va parler de la caractérisation du milieu aquatique parce que ça, c'était évidemment de prime abord, là. En premier, qu'est-ce qu'il y a dans la rivière avant qu'on contemple faire des changements.

3435

Les étapes qu'on a prises pour minimiser l'impact du panache de rejet. Ça, encore, pour nous, c'était très, très pertinent. On a mis plusieurs, plusieurs études spécifiquement à ça.

3440

Ensuite, il y a la modélisation. Là, nous, on a fait faire des visualisations légèrement plus digérables pour le public général, là. Si vous voyez l'étude, des fois c'est fait par des ingénieurs, c'est bien des graphiques, là. Alors, ça aide à le voir un peu, de le visualiser dans la rivière et, finalement, l'impact sur les utilisateurs de la rivière.

3445

So, pour commencer, on a commencé avec la firme WSP qu'eux autres, ils ont un ROB, Remote Operated Vehicle, qui sont allés faire une zone d'environ 13 acres, alors en amont, en aval, tout le secteur. Puis – prochaine slide – eux autres, ils sont équipés avec quatre caméras, il y a du sonore, il y a des lasers pour détecter les distances, puis voici le genre de choses qu'on retrouve.

3450

Alors, encore une fois, il faut comprendre qu'on est entre 8 mètres et 10 mètres de creux. La rivière des Outaouais a des tanins dedans, ça rend l'eau légèrement brune, un peu comme du thé. Alors, il n'y a pas beaucoup de soleil qui se rend en bas, là. Il n'y a pas beaucoup d'herbiers, il n'y a pas beaucoup de plantes.

3455

Évidemment, comme on voit dans la photo numéro 5 en haut à gauche, il y a beaucoup de billots de bois. On s'entend que la rivière des Outaouais, tu sais, « by town », là, puis toute la drave, c'était vraiment important pendant les dernières centaines d'années, alors il y a beaucoup de troncs d'arbres. Il y a quand même beaucoup de mulettes. Vous allez voir, il y a eu une emphase du ministère de l'Environnement, c'est l'impact des mulettes, les nymphes, la phase larvaire des mulettes qu'on appelle les glochidies, eux peuvent être sensibles aux chlorures.

3460 Alors, c'était un peu ça l'enjeu. Vous voulez mettre des chlorures, il y a peut-être des glochidies, la phase larvaire des mulettes, allons les voir.

So, on a fait une étude là-dessus puis évidemment, on voit, photo 16, une barbie de rivière. Il y a quand même, il y a des poissons, là, on sait, il y a de la pêche là-dedans.

3465 Prochaine slide – so, ça, c'est un peu comme de base. Celle-ci, c'est où j'ai commencé à présenter hier. Alors, premièrement, on a à la gauche, la bathymétrie qui a été faite de la rivière, afin de modéliser.

3470 Ensuite, dans celle du centre, on a une modélisation grossière, faite rapidement, juste pour comprendre les vitesses de l'eau, comment ils se promènent autour des îles, comment ils se promènent autour de la bathymétrie pour comprendre la vitesse, qui est un élément clé à la dilution rapide. On peut s'imaginer, là, quand c'est dans l'eau qui bouge, ça fait du bien.

3475 Puis ensuite, à la droite, on a les premiers résultats de l'étude de ROB où WSP, ils ont estimé la présence de mulettes. C'est où est-ce qu'il y a des hot spots de mulettes, où est-ce qu'on pense qu'il y en a beaucoup moins dû au fond, dû aux roches, tu sais, dû à plusieurs éléments.

3480 Alors, de là, on est parti avec une première – on avait comme deux endroits idéals pour aller mettre notre diffuseur, qui prenaient en considération tout ça, c'est une optimisation.

3485 Puis ce qu'on est allé faire c'est, à la demande du ministère de l'Environnement, on a envoyé des plongeurs. Alors, finalement, on a fait un total de quatre jours, deux mobilisations, parce qu'avec la première série de données, après les deux premières journées, on a en fait créé deux nouveaux spots, parce qu'il y avait, tu sais, on rentre dans les détails, là, mais originalement, on pensait qu'il y avait des hot spots de mulettes, peut-être d'autres spots, qu'il n'y en avait pas.

3490 Nos premiers, on a envoyé quatre plongeurs, deux jours, des biologistes dans le bateau, il y a des photos de moules, de mulettes dans nos études, là. Finalement, il y avait des mulettes un peu partout. Ce n'était pas vraiment vrai qu'il y avait des hot spots. On a réalisé que ce serait moins facile d'éviter les mulettes complètement qu'on pensait, et donc, on s'est dit, bien, vraiment, s'il y a des mulettes partout, optimisons pour la vitesse. Parce qu'on est aussi bien d'optimiser pour la vitesse s'il y a des mulettes partout.

3495 So, on a créé deux nouveaux spots, on a refait venir les plongeurs, on a refait la caractérisation puis, comme on pensait, il y a environ des mulettes un peu partout.

Alors, je ne pense pas que j'ai la slide, là, mais essentiellement, on est allés choisir notre spot idéal, dû à la vitesse, puis l'eau était creuse, comme on voulait.

3500 Là, on a travaillé avec... O.K., oui, ça, c'est ça. So, on avait finalement « Effluent 3B » qui a été choisi comme optimal. On est à 140 mètres de la rive – ça, c'est un élément important aussi, là. On veut s'éloigner, on comprend – n'importe qui qui travaille en biologie, la grande majorité des espèces vont se retrouver dans la rive où il y a des herbiers, etc., etc.

3505 Prochaine diapo, s'il vous plaît. Là, on a travaillé avec une firme qui s'appelle DHI, de Vancouver, puis eux, leur spécialité, c'est la dilution dans le champ proche. Encore un petit jargon, là. Champ proche, c'est quand la vitesse de l'effluent est encore un facteur. Alors, on imagine un « spray gun », là. Quand il y a encore la vitesse de l'effluent, ça, il y a une certaine géométrie à la dilution, puis après ça, on a un point imaginaire qui s'appelle le champ loin. À ce moment-là, les
3510 molécules, elles font juste voyager avec la rivière, puis la dilution se fait très lentement à ce niveau-là. Tu sais, tout le monde, c'est juste des passagers versus un jet avec beaucoup de mouvements.

Alors, tu sais, nous, on n'est pas la seule industrie qui cherche à déverser dans une rivière, là. Les projets miniers et industriels, tu sais, n'importe qui qui veut rejeter quelque part, on veut
3515 diluer rapidement, c'est ça le nerf de la guerre, c'est ça comment on peut diminuer.

So, DHI, là, c'est ça qu'ils font : Dilution « near field », champ proche, puis ils ont optimisé le diffuseur. Ça, c'est comme un graphique que j'ai poigné sur l'Internet, juste pour démontrer c'est
3520 quoi les angles d'attaque, combien de bouches, à quelle distance, à quel angle qu'on va mettre les diffuseurs, etc., etc.

Alors, là, on a fini avec notre diffuseur optimal. Il y a toute une étude dédiée uniquement à ça. Finalement, on a quatre ports, il va y avoir quatre pipes d'environ deux pouces chaque. Elles ont
3525 au bout un diffuseur, qu'on appelle, quelque chose qui s'appelle un Tideflex, c'est fait en caoutchouc, ça permet de quand même émettre un jet, peu importe la quantité d'eau. On s'imagine une affaire en caoutchouc qui ouvre et ferme un peu. Alors, quatre ports, 45 degrés, des Tideflex – ça, c'est notre diffuseur optimal.

Là, après ça, il y a un autre programme qui a été suggéré par le ministère de l'Environnement, c'est un programme qui s'appelle Cormix. Cormix, lui, il est capable de prendre la géométrie de notre diffuseur puis l'appliquer pour essentiellement calculer, et le champ proche, et le champ loin.

Alors, ici, c'est juste une visualisation de l'étude, mais c'est un des exemples où – est-ce que c'était WSP ou DHI? – une des firmes, là, nous ont fait une étude, ils prennent le diffuseur, on met nos paramètres, la température de l'eau, la température de la rivière, la densité de notre effluent dû au fait qu'il y a du chlorure dedans, puis ils vont aller créer cette modélisation-là en champ proche et champ loin.

Ensuite, O.K., il y a une slide que j'aurais dû mettre, là. Là, ensuite, WSP, ils ont fait la grosse modélisation, tout. Tout, tout, tout. Là, on va assembler tout, on va prendre la bathymétrie, on va prendre la vitesse de l'eau, on va prendre tous les paramètres puis on va faire une grosse modélisation. C'est fait sur des super computers, c'est du rendering – j'ai fait une analogie à Pixar l'autre jour – c'est comme deux semaines.

C'est comme, elle commence, la machine, là, « chog, chog, chog », elle calcule tout. Tout, tout, tout, puis elle nous sort avec un scénario qui inclut, un, notre champ proche, puis à quel point on rencontre le seuil de 120 mg par litre établi par les OER, là, comme étant le « target », là. C'est là qu'on essaie de se rendre pour démontrer qu'il n'y a aucun impact.

Là, on y arrive dans 1,15 mètre, mais on voit qu'après 2 mètres, vraiment, on est rendus dans du moins que 40 mg par litre.

Ici, encore une fois, c'est moi qui l'ai fait, là, interprétation artistique, mais ça, c'est... l'échelle est là. On voit, on est à 8 mètres de creux, la pipe, elle vient en dessous du pont marin, elle va venir sortir et puis on a notre fameux panache de 10 mètres.

L'étude, ça, c'est « cut and pace » direct de l'étude, là. Ici, on voit le panache sur un 90 mètres parce que quand même, on veut modéliser jusqu'à ce qu'on se rende au niveau naturel de la rivière.

Alors, le Ministère ou le OER va établir 420 mg par litre. On ne pose plus de risque à la flore et à la faune, mais quand même, puisqu'on est là, puis WSP, on a le modèle, c'est, comme – Aye! Run it, boys. Tu sais, on va aller jusqu'à la fin. Puis eux autres, ils déterminent qu'après 90 mètres

– puis encore une fois, je vous rappelle que ça, c'est tout en étiage historique. Alors, le plus bas niveau d'eau qui n'a jamais été enregistré, puis on a évidemment fait aussi un autre modèle avec un usage plus moyen. Puis l'usage plus moyen, là, c'est 70 mètres.

3565

So, ça te donne un ordre de grandeur, tu sais. Comme, même quand c'est historiquement bas, s'il y a du réchauffement planétaire, ce n'est pas comme si ça va de 90 à 180 ou à 300, c'est 70, 90, ça s'étire un peu, mais ce n'est jamais dans du 3 km, là.

3570

Ici, c'est important de comprendre, c'est un petit peu technique, il y a le data base un petit peu, le tableau à la gauche, puis le graphique que j'ai créé avec. Parce que comme je disais, la dilution se fait de façon asymptotique. Ça, c'est un terme mathématique où on se rapproche vers l'infini. Puis on voit qu'à l'intérieur des premiers 10 mètres, là, c'est fait, là. On est descendu, les chlorures sont dans du 40, tu sais, j'essayais de lire le tableau, là.

3575

Si vous lisez le tableau, à 10 mètres, on est à 17 mg par litre, puis dans le 50, 60, 70, on part de 2,7, 2,3, 2,0, tu sais, à ce point-ci, on est vraiment rendu dans des petits calculs. Mais, encore une fois, c'est ce fameux champ loin où les particules sont toutes ensemble, là, il n'y a nulle part vraiment à diluer, elles sont toutes dans la même concentration.

3580

Alors, ça, c'est important à comprendre quand on parle du 90, parce que ce n'est pas 90 a gros d'impact, c'est juste 90 où techniquement ce serait détectable.

3585

Là, ici, c'est la visualisation de notre site. Vous remarquerez la flèche en haut à droite, on a tourné l'orientation un peu, le nord est vers en bas et à gauche, mais on voit que le panache, ça, c'est exactement la distance et l'emplacement où on a choisi. On est à 140 mètres de la rive, ça, c'est le panache de dilution historique, avec 90 mètres d'impact.

3590

Alors ici, puis encore une fois il y avait un petit peu un débat avec des citoyens hier, mais ça, c'est un screen shot Google Earth – moi, je m'en réfère beaucoup à Google Earth. En général, c'est précis comme aux 30 centimètres, là. Si tu veux aller mesurer ta maison, c'est pas mal bon, là. Et puis on voit que de notre effluent, pour aller au centre de Portage-du-Fort, je n'ai pas été capable de trouver exactement où était leur prise d'eau, mais on parle d'un ordre de grandeur de 6 km.

3595 Alors, quand même, puis j'ai fait de mon mieux pour mettre la petite flèche bleue, pour être environ le 90 mètres, là, mais ça, c'est l'échelle en termes de distance.

Et ceci conclut ma capsule.

3600 **LE PRÉSIDENT :**

Merci beaucoup. Parmi les différents contaminants qui sont rejetés, est-ce qu'il y en a qui pourraient s'agglomérer entre eux ou avec d'autres substances? Il y a une question hier qui a été posée sur la possibilité, par exemple, que le fer ou d'autres types de métaux puissent...

3605 **FRED BRISCO :**

Non.

3610 **LE PRÉSIDENT :**

Je vais juste finir ma question avant que vous ne répondiez – donc, particulièrement la question du chlorure puis la question va s'adresser à la fois au Ministère et à vous, donc est-ce qu'il y a effectivement des risques d'agglomération, de mélange ou d'interaction entre les différentes substances? Est-ce que ça, ça a été pris en considération? Monsieur Brisco, j'imagine?

3615 **FRED BRISCO :**

3620 Oui, Fred Brisco, Samonix. À nos connaissances – encore une fois, nous autres on a travaillé avec Cima, on a travaillé avec WSP, on a travaillé avec le Ministère, tu sais, il y a eu plusieurs OER, un petit de back and forth, tu sais : voici ce qu'on planifie faire. – O.K., avez-vous considéré ceci?

3625 Puis vous allez remarquer que nos OER à chaque fois, des fois ils rajoutaient une nouvelle ligne. Ah oui, vous allez régler tel problème avec telle solution, bien, maintenant, il va falloir regarder tel élément, tu sais, Puis vous remarquerez, par exemple, que sur le dernier OER, ils ont rajouté l'élément des bromates, O.K.?

3630 Les bromates se forment, ils sont potentiellement formés dû au fait qu'on va utiliser de l'ozone. Mais si tu regardes pour créer des bromates qui peuvent avoir un effet négatif sur l'humain, il faut qu'il y ait des bromures, des bases dans la rivière, puis toutes nos analyses d'eau démontrent que, premièrement, il y a zéro bromure dans la rivière des Outaouais.

3635 Et, deuxièmement, si tu regardes, si le pH est gardé à un certain élément puis le dosage d'ozone est gardé à un certain élément, il n'y a aucun risque de formation de bromate. Mais, puisqu'ils sont à nos OER, il va avoir des suivis que nous, on va devoir tester et s'assurer qu'on ne génère jamais de bromate.

3640 Alors, ça, c'est le genre de chose que, comme vous avez questionné, est-ce qu'il y a des interactions possibles qui pourraient se faire? Mais en général, tu sais, tout ce qui est connu, tout ce qui est réglementé dans le OER en termes d'azote, phosphore, matières en suspension, c'est très bien connu, il n'y a pas d'interaction particulière.

3645 Et puis je laisserais le Ministère commenter là-dessus, mais selon nous, comme j'ai démontré avec le bilan de masse, c'est relativement simple, ce qui sort. C'est très naturel, c'est biologique.

LE PRÉSIDENT :

3650 Puis, en fait, oui, je vais effectivement leur poser la question, mais surtout en fonction de ce qui pourrait se retrouver ou ce qui se retrouve dans la rivière. Est-ce qu'il y a donc des possibilités de réaction ou d'agglomération en précipitation de certaines de ces substances-là, compte tenu des substances qui sont rejetées et compte tenu des substances qui pourraient y avoir effectivement dans l'eau de la rivière?

MÉLINA LANGEVIN:

3655 Mélina Langevin, ministère de l'Environnement, mais je laisserais la parole à monsieur Gabriel Soumis-Dugas pour répondre.

LE PRÉSIDENT :

3660

Puis là-dessus, on parle beaucoup du chlorure, mais les autres contaminants, est-ce qu'il y a des possibilités d'interaction avec d'autres matières qui se retrouvent produites?

MÉLINA LANGEVIN:

3665

Parfait. On va considérer ça dans la réponse.

LE PRÉSIDENT :

3670

Oui, merci.

GABRIEL SOUMIS-DUGAS :

3675

Bonjour. Gabriel Soumis-Dugas du ministère de l'Environnement. Donc, actuellement, les OER tiennent compte de tous les contaminants qui ont été identifiés suite à ce qui a été communiqué par l'initiateur de projet, c'est-à-dire tous les intrants qu'il y a, que ce soit les produits de nettoyage, que ce soit les produits... puis il y a une partie, c'est ça, il y a une partie des activités qui consiste en quelque part à... on pourrait dire, c'est un peu comme une usine de production d'eau. Ils vont conditionner l'eau, l'eau de la rivière, ils vont la conditionner pour qu'elle soit propre à leurs activités, d'où le besoin d'ozonation.

3680

On n'a pas identifié de risque au niveau de l'accumulation. Généralement, quand il y en a, en termes d'accumulation, ça va précipiter puis ça va se ramasser dans le fond au niveau des sédiments. Dans ces cas-là, on va demander de faire un suivi au niveau des sédiments. Ce n'est pas un risque dans le cas de ce projet-là.

3685

LE PRÉSIDENT :

Très bien, merci. Puis, dans le fond, quand on regarde les OER, on parle de chlorures avec un « s », peut-être pouvez-vous nous dire un petit peu, là, est-ce qu'il y a différents types de chlorure qui se retrouvent... est-ce que c'est strictement du chlorure de sodium qui est lié au fait qu'on met du sel dans la production?

3690

Donc, vous pouvez peut-être nous parler un petit peu des chlorures, pourquoi un « s »?

3695 **GABRIEL SOUMIS-DUGAS :**

Pourquoi un « s »? Une fois que c'est dans l'eau, les chlorures vont être dissous. Donc, ça va se retrouver sous forme ionique, peu importe – là, je ne réponds pas à la question directement, là, mais je veux dire qu'une fois que c'est dans l'eau, c'est un ion, c'est du Cl moins. Il est dissocié.
3700 On appelle ça « des chlorures », mais peu importe si avant d'être dissout il était sous forme de sel, que ce soit avec le sodium ou avec une autre molécule – le calcium, par exemple –, une fois dans l'eau, ça va être du Cl moins qui va être... à moins qu'il y en ait plus que la capacité de dissolution. À ce moment-là, il y aura une partie solide, là, mais sinon c'est des ions.

3705 Donc, on dit des chlorures, mais il n'y a pas plusieurs sortes de chlorures, c'est toujours du Cl moins.

LE PRÉSIDENT :

3710 Très bien. Merci. Vous avez parlé que vous avez fait vos modélisations en fonction des périodes d'étiage historique, deux éléments de questions là-dessus.

Étiage historique, c'est le passé; le futur, comment on regarde ça en fonction, par exemple, des changements climatiques, des variations possibles, positivement ou négativement, là, mais
3715 aussi, il y a la question qu'on se trouve dans une zone où il y a des barrages qui confinent, finalement, une zone. Et donc, avez-vous tenu compte de la gestion de ces barrages-là? Est-ce qu'il y a des considérations à y avoir?

La question va aussi être posée au Ministère, concernant la présence de barrages puis le fait
3720 que, dans le fond, on n'est pas nécessairement dans un... on est dans un milieu qui est contrôlé et donc, est-ce qu'il y a des éléments, des facteurs – bien, je peux peut-être commencer avec le Ministère en premier – que vous avez pris en considération sur justement la gestion de ces barrages-là?

3725 On sait que deux sont opérés, je pense, au Québec, puis un qui, si je ne me trompe pas, qui est en Ontario? Peut-être que vous pouvez nous parler de ça un petit peu, puis en quoi ça influence

ou non les calculs qu'on fait sur la dilution ou le comportement du panache puis des rivières et tout ça.

3730 **MÉLINA LANGEVIN:**

Mélina Langevin, ministère de l'Environnement. Je vais laisser la parole à Victor Duchesne, mon collègue.

3735 **VICTOR DUCHESNE :**

Oui, rebonjour, Victor Duchesne, ministère de l'Environnement. Donc, effectivement, le projet Samonix, il s'inscrit dans un milieu, finalement, qui est un élargissement, pas naturel, mais un élargissement de la rivière des Outaouais qui s'appelle, je crois, le lac du Rocher-Fendu. Et, bien, 3740 ce lac-là, finalement, il est complètement géré par les barrages qui sont situés en amont et en aval.

Il faut savoir que ces barrages-là, à ma connaissance, ils sont en opération continue. C'est-à-dire que ces barrages-là déversent, finalement, continuellement, laissent passer l'eau naturellement de la rivière des Outaouais. Sinon, il y aurait une problématique probablement 3745 d'inondation.

Donc, ce que ça veut dire c'est qu'au final, les barrages ont un impact pas si important que ça sur, disons, l'était du lac du Rocher-Fendu étant donné qu'ils sont toujours en opération.

3750 Maintenant, lorsqu'on parle d'un étiage historique, vous avez raison, Monsieur le Président, ça fait référence au passé. On a un outil qui a été développé au ministère de l'Environnement pour essayer de se projeter dans le futur et essayer de prévoir les étiages de plusieurs rivières au Québec.

3755 Pour ce qui est de la rivière des Outaouais, étant donné qu'il y a des barrages dessus, on n'a pas de prédiction, disons très, très fiables, on n'a pas de prédiction très, très fiables sur à quoi ça pourrait ressembler, les étiages futurs de la rivière des Outaouais.

3760 En ce moment, le chiffre, de mémoire, est autour de peut-être 400 mètres cubes, peut-être un petit peu plus, 400 mètres cubes par seconde au barrage de Des-Chenaux. Ça reste un

3765 écoulement qui est conséquent, c'est une très, très bonne... une très, très grosse rivière, très, très gros débit. Donc, bien que ces chiffres-là pourraient diminuer dans le futur, ça dépendrait évidemment de la gestion qui est faite en amont et en aval – ça aussi, c'est des choses qui ne peuvent pas vraiment être prévisibles dans le futur, parce que c'est géré anthropiquement par les humains.

3770 Donc, ça a été considéré, finalement, dans le cadre de ce projet-là comme étant quelque chose qui n'était pas vraiment... qui ne changeait pas vraiment une conclusion de notre analyse. C'est comme ça que je pourrais le formuler.

3775 Si on avait été dans une autre rivière, une rivière beaucoup plus petite, qui aurait pu subir des étiages beaucoup plus sévères dans le futur, alors à ce moment-là, on prend en considération cet aspect-là dans le calcul des OER. Mais dans le cas présent, bien, ça a été, finalement, jugé non nécessaire.

LE PRÉSIDENT :

Très bien, merci. Aviez-vous quelque à ajouter ou ça vous convient comme...

3780 **FRED BRISCO :**

3785 Je rajouterais – Fred Brisco, Samonix – je rajouterais simplement qu'on n'a pas fait une très grande étude par rapport au réchauffement planétaire et l'impact sur l'eau, mais le Ministère a certainement demandé de le mentionner, et donc dans notre modélisation, il y a quelques paragraphes où WSP sont allés chercher des ressources reconnues pour des prédictions de pluie dans notre région et c'est un paragraphe explicatif, puis c'est, ordre de grandeur, un impact prévisible de, tu sais, moins 15 % de pluie dans la région, et donc ils ont fait un calcul bref qui dit, ordre de grandeur, ça n'aurait pas trop un impact.

3790 Alors, ce n'est pas super approfondi, mais ils ont quand même cité une source crédible pour prédire puis, encore une fois, on s'entend que la rivière des Outaouais dessert un territoire immense, là. Le volume d'eau est quasiment incompréhensible.

LE PRÉSIDENT :

3795

Très bien, merci pour cette réponse. On va changer un tout petit peu de sujet, on va se diriger vers votre procédé. Je pense que ce ne sera pas nécessaire de présenter la capsule que vous avez montée, elle est très bien, mais on la mettra peut-être sur le site, on vous invite à la déposer.

3800

Maintenant, quelques questions là-dessus. Vous avez parlé beaucoup d'un taux de recirculation de 99 %. Une question assez générale, en fait, comment vous avez calculé ce taux-là? À partir de... c'est quoi, les éléments qui vous amènent à 99 % de taux de recirculation?

FRED BRISCO :

3805

Oui. Fred Brisco, Samonix. Tu sais, ce taux-là est calculé, en fait, utilisant le volume total d'eau dans l'usine et la décharge journalière.

LE PRÉSIDENT :

3810

C'est bon.

FRED BRISCO :

3815

C'est comme aussi simple que ça, là.

LE PRÉSIDENT :

C'est bon.

3820

FRED BRISCO :

C'est peut-être 98,7 ou, tu sais, je ne sais pas, là, mais c'est, ordre de grandeur, 99.

3825

LE PRÉSIDENT :

O.K. Donc, c'est le 150 000 mètres cubes d'eau...

FRED BRISCO :

3830 Oui, mètres cubes, ordre de grandeur, puis...

LE PRÉSIDENT :

Parfait.

3835

Mr. FRED BRISCO :

... c'est ça, là.

3840

LE PRÉSIDENT :

Parce qu'il nous manquait, nous, le 150 000 mètres cubes, on ne l'avait pas, ça fait qu'on a cherché, puis...

3845

FRED BRISCO :

Et c'est ce qui est requis. Encore une fois, ça sonne comme un chiffre grossier, là, mais encore, on est en conception puis c'est de gros bassins puis c'est des calculs approximatifs, là, mais c'est ordre de grandeur, ça.

3850

LE PRÉSIDENT :

C'est bon. Vous venez de répondre à une question qui nous titillait. Oui, une question maintenant sur votre bilan de masse.

3855

On voit donc qu'il y a 1 100 mètres cubes par jour qui sont utilisés pour les bassins des tacons, c'est bien ça? C'est un chiffre qui nous a un petit peu surpris parce qu'on regardait le volume d'eau qui rentre dans les phases subséquentes, puis c'est peut-être deux fois plus, à peu près, et on se demandait, ce volume d'eau là, est-il nécessaire pour l'élevage des tacons? Parce que l'élevage des tacons, on se comprend, on comprend que les bassins sont plus petits, il y a quand

3860

même une recirculation aussi, est-ce qu'on est toujours dans le même ordre de grandeur de recirculation?

Bref, qu'est-ce qui explique ce montant de 1 100 mètres cubes par jour?

FRED BRISCO:

Fred Brisco, Samonix. Alors, il n'y a pas une raison particulière, c'est une combinaison de plusieurs raisons.

Alors, premièrement... la première, c'est vraiment, c'est la biosécurité. Quand on reçoit les œufs dans un premier temps, puis encore une fois, quand on parle de l'eau qui passe dans les tacons, là, c'est que tout en amont du stage adulte, là, on utilise beaucoup, beaucoup d'eau. Peut-être que dans les œufs, ça ne sonne pas comme un gros volume, 40 mètres de cubes d'eau par jour, mais pour un petit tiroir, là, c'est beaucoup d'eau.

On flush, flush, flush, flush, flush, parce que premièrement, c'est un des vecteurs primaires par lequel il pourrait y avoir un pathogène ou quelque chose qui rentre, parce que, évidemment, ça vient d'une autre usine. Maintenant, ça, c'est certifié garanti. Ils ont des tests très, très, très sophistiqués pour assurer qu'il n'y a pas de virus et ce genre de chose, mais quand même, juste le fait qu'ils se sont fait transporter, ça vient de l'extérieur.

Alors, premièrement, c'est un vecteur possible. Alors, dans les œufs, par exemple, on ne recircule aucunement d'eau, c'est du flow through, là. On ne prend pas ce risque-là. Et, ensuite, dans les tacons, il va y avoir du RAS, mais même chose, leurs systèmes immunitaires ne sont pas aussi développés, ne sont pas aussi robustes, la qualité... leur système immunitaire pour la protection de leur peau, par exemple, ils peuvent développer des fungus, ce genre de chose là, alors d'habitude, on ne recircule pas autant l'eau.

On va la nettoyer un peu, on va recirculer un peu, mais c'est beaucoup plus facile à la sortir, et puis, typiquement, ils ne mangent pas autant, ils ne consomment pas autant de nourriture. Alors, les coûts de traitement de cette eau-là ne sont pas aussi élevés. Il n'y a pas autant de charges dedans. Alors, ça fait du bien. Ça aide notre système de traitement d'avoir de l'eau qui passe.

3895 **LE PRÉSIDENT :**

Très bien. Je pense que ça complète les questions qu'on avait. Donc, vous allez déposer, s'il vous plaît, vos présentations, elles seront disponibles pour le public. Et est-ce qu'il y avait d'autres précisions, d'autres questions ou d'autres choses que vous vouliez apporter avant de terminer? Ça va bien? O.K., parfait.

3900 Alors, dans ce cas-là, on va passer au discours de clôture.

3905

MOT DE LA FIN

LE PRÉSIDENT :

3910 Alors, ceci clôt officiellement la première partie de l'audience publique. Les enregistrements des séances seront disponibles sur le site Web du BAPE dans un délai de 24 à 48 heures.

Pour les questions prises en délibéré, je pense qu'on en a quelques-unes, nous vous demandons de nous soumettre vos réponses dans un délai de 48 heures.

3915

Tout nouveau document sera déposé, sera disponible dans la section « Documentation » de la page dédiée au projet sur le site Web du BAPE.

3920 Dans la section anglaise, *so in the English section of the project of the BAPE, you will also find some translated documents from the initiator.*

3925 *So, the second part of the public hearing will begin on September 29 at 7:00 p.m. And I believe it's in the same facility, same room. This will be your opportunity to share your views on the project. Your participation is essential. BAPE reports draw in part, and a large part, on the views expressed by the members of the public.*

Donc, vos points de vue contribuent à enrichir notre réflexion et peuvent éclairer l'analyse que nous ferons du projet et de sa justification.

3930 *All the information you need to participate is available on the BAPE website. You can also sign up for the project alert to stay informed about the next steps in the public hearing.*

3935 *So, two important dates, important to take note of that: first, the appointment form will be available until Tuesday, September 15 at 11:55 p.m. You must complete the form to reserve a time to speak before the commission during the public session. So, if you want to present something, speak to us. In the second part of the hearing, you need to send that – to fill the appointment form at the latest, September 15 at 11:55.*

3940 *Donc, vous avez jusqu'au mardi 15 septembre 23 h 55 pour prendre rendez-vous afin de vous présenter, vous exprimer dans les séances publiques. Donc, ça ne sera pas de la même façon qu'on a fonctionné. Il n'y aura pas de registre, ça va être une personne après l'autre, selon l'ordre d'inscription.*

3945 *Obviously, you will speak in the language of your choice. The same interpretation in French and English service will be offered, same as the first part of the hearing will be available.*

3950 *You may then submit your brief, another written submission until Thursday, September 24 at 11:55 p.m. You may submit a brief in English. If you do so, we also ask you that you provide a substantial summary in French. The reason for it it's we need to take part of your submission to put in our report. If you have provided a French version of it, we'll take it in its entirety. If not, we will actually do an interpretation or a translation as close as possible to the English version.*

3955 *So, this will help the commission to fully understand the nuances of your brief. If the commission wishes to quote you – that's just what I said – in its report and the passage in question is not available in French, it may prepare its own translation of your remarks.*

All the forms are available on the project webpage. If you have any question, speak to Kim Maloney, the coordinator, at the welcome desk.

3960 *Enfin, merci à toutes les personnes qui ont permis le bon déroulement de cette rencontre en salle et à distance. Il y a le porte-parole de l'initiateur, monsieur Farley et son équipe, merci beaucoup.*

Les porte-paroles des ministères et organismes dont j'ai la liste quelque part dans mes feuilles. Alors, monsieur Terry Lafleur, merci beaucoup d'être présent; Mike Guitard, de la municipalité de Litchfield; monsieur Terry Lafleur de la MRC de Pontiac.

Mélina Langevin et son équipe du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les Changements climatiques, de la Faune et des Parcs – je le dis en entier cette fois-ci; monsieur Sall, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; monsieur Guillaume Campagné, du ministère de la Santé et des Services sociaux.

On a également l'équipe de la commission, qu'on remercie beaucoup, soit Karim Chami et Yefagafie Ismaël Silue, les analystes qui sont nos analystes. La coordonnatrice, Kim Maloney; notre conseiller en communication, Christophe Marquis et également l'agente de secrétariat, Ulriche Welchina Miyalou Taty.

On a également l'équipe responsable de la sonorisation, qui nous a bien accompagnés tout au long de ces deux séances, Michel Guimond et Jean-Benoît Pagé; on a le service de la traduction qu'on remercie énormément de leur patience et de leur travail, Walid Ghariani, Louis Casgrain, Anna Haguet et Vincent Sivell. Et on a également la sténographe, Yolande Teasdale.

Pour conclure, l'équipe de la webdiffusion du BAPE, Marie-Ève Gendron, Karine Fortier, Brigitte Bernier, Andréa Aristizabal, Raphaël Sioui et Pierre Dufour.

Merci également à toutes les personnes qui sont venues poser leurs questions.

Thank you as well as everyone who came to assist to these meetings and also ask questions.

Dans une optique d'amélioration de nos services, nous recueillons vos commentaires. Merci de nous faire part de votre expérience avec le BAPE en répondant au sondage.

So please take the time, if you have not done so yet, to complete the survey. You will find the link to the survey as well as paper copies at the welcome desk. Please note that the online survey is only available in French.

3995 Alors, merci beaucoup de votre participation. Au plaisir de vous revoir dans la deuxième partie
de l'audience publique. Donc, mon collègue et moi vous souhaitons une très belle soirée et on a
bien hâte de vous revoir.

Merci.

4000

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE DE L'AUDIENCE PUBLIQUE

4005

Je soussignée, YOLANDE TEASDALE, sténographe officielle bilingue, certifie sous mon
serment d'office que les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription exacte et fidèle
des propos recueillis électroniquement et hors de mon contrôle, au meilleur de la qualité sonore et
des enjeux liés à une audience par visioconférence.

4010

Le tout conformément à la loi.

Et j'ai signé :

4015

Yolande Teasdale

Yolande Teasdale [Membre : 289085-2]

Sténographe officielle bilingue